

HYDROCARBURES

Sonatrach renforce sa présence au Niger

Sonatrach consolide graduellement sa position sur le marché africain des hydrocarbures. En quelques jours seulement, le groupe public a considérablement élargi le champ de sa collaboration avec la Société nigérienne des produits pétroliers (SONIDEP), évoluant de l'approvisionnement en produits raffinés vers la commercialisation du pétrole brut nigérien, tout en renforçant son engagement dans l'exploration et la valorisation des ressources énergétiques du pays. P 3


**PROJET DE LA LIGNE
MINIÈRE EST
Le ministre veille
à l'accélération
des travaux**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, effectue, depuis hier, une visite de travail et d'inspection de trois jours dans les wilayas traversées par le projet de la ligne minière Est, reliant le port d'Annaba à Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa.

P 2

**PERFORMANCES DE
L'AGRICULTURE
ALGÉRIENNE**
**Ce que révèle
le Département
américain de
l'Agriculture**

Les performances de l'agriculture algérienne sont suivies de près par le Département américain de l'Agriculture (USDA). À travers les données de son Service agricole étranger (USDA FAS), Washington livre une photographie de la production algérienne pour la campagne 2025/2026, faisant ressortir la progression de plusieurs filières, notamment les céréales et les produits issus de la trituration du soja, tandis que le maïs demeure marginal.

P 5

HYDRAULIQUE

**Vers une gestion
plus moderne et
sécurisée de l'eau**

Diversification des ressources, renforcement des capacités de stockage, réhabilitation des réseaux, numérisation de la gestion et valorisation des eaux non conventionnelles : le secteur de l'Hydraulique accélère sa transformation pour améliorer la sécurité de l'alimentation en eau potable et la qualité du service public.

P 5

COMMERCE EXTÉRIEUR

**Le suivi numérique des
importations renforcé**

P 2

PROJET DE PHOSPHATE INTÉGRÉ

**Socle d'une vision
prospective du président
de la République**

P 3

**UNE FOIRE NATIONALE EST PRÉVUE
DU 24 AU 26 SEPTEMBRE
PROCHAIN**
**L'électronique et
l'électroménager à l'honneur
à Bordj Bou Arreridj**

P 4

COMMERCE
Réouverture de la
plateforme du
certificat de respect
pour régulariser la
situation des
importateurs

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé, jeudi, la réouverture exceptionnelle, pour une durée de dix jours à compter de dimanche 16 août, de la plateforme numérique dédiée à la gestion du certificat de respect, au profit des opérateurs économiques activant dans l'importation pour la revente en l'état. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des opérateurs économiques et de la facilitation de la régularisation de leur situation, notamment ceux qui n'ont pas pu déposer, via la plateforme numérique, les statistiques relatives aux ventes et aux stocks, précise un communiqué du ministère.

La réouverture de la plateforme vise à permettre aux opérateurs concernés d'achever les procédures requises et de régulariser leur situation durant la période impartie.

Faute de déposer les statistiques via la plateforme numérique, les opérateurs concernés pourront, à titre exceptionnel et durant la même période, les déposer auprès des directions du commerce territorialement compétentes.

Les services compétents du ministère veilleront à accompagner les opérateurs concernés et à finaliser les procédures de régularisation de leur situation, ajoute la même source.

APS

PROJET DE LA LIGNE MINIÈRE EST

Le ministre veille à l'accélération des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, effectue, depuis hier, une visite de travail et d'inspection de trois jours dans les wilayas traversées par le projet de la ligne minière Est, reliant le port d'Annaba à Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa.

Par Z R.

S'étendant sur 422 kilomètres à travers les wilayas d'Annaba, d'El Tarf, de Guelma, de Souk Ahras et de Tébessa, ce projet stratégique fait l'objet d'un suivi de terrain particulièrement rapproché, avec des inspections programmées sur différents tronçons et chantiers, notamment le segment Bouchegouf-Dreaa, long de 121 kilomètres. Ces sorties de terrain ont pour but d'accélérer les travaux de ce projet stratégique, dont l'entrée en service est fixée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au premier trimestre 2027. Selon un communiqué du ministère, la visite du ministre a débuté par une inspection du projet d'extension du port phosphatier d'Annaba, qui comprend notamment la réalisation d'un quai minier intégré au projet de phosphate intégré. Sur place, Djellaoui a examiné plusieurs opérations en cours, dont les travaux de battage des pieux. Plus de 680 pieux sur un total de 1.332 ont été réalisés à ce jour. Le ministre a également inspecté les travaux de réalisation de la digue en enrochements ainsi que ceux de remblaiement de la plateforme et des profondeurs du quai avec du sable marin. Quelque 1,2 million de mètres cubes ont déjà été utilisés dans cette opération depuis le 15 juin 2026, au moyen d'un navire drague spécialisé. Les travaux portent également sur la réalisa-

tion des poutres en béton armé et sur les préparatifs pour la fabrication des dalles préfabriquées en béton armé, destinées à constituer la superstructure du quai. Le ministre a, par ailleurs, suivi l'avancement des travaux du brise-lames, avec l'ouverture d'un nouveau front destiné à l'acheminement et à l'immersion des pierres et roches par camions, directement à travers l'ancien brise-lames. Cette opération vise à accélérer le rythme des travaux et à renforcer les opérations actuellement réalisées par voie maritime. Il a également suivi la pose de cubes en béton préfabriqué par l'entreprise nationale Meditterram, spécialisée dans les travaux maritimes, à l'aide du navire « Illizi ». Ces éléments sont destinés à renforcer la résistance du brise-lames face à la houle. À l'issue de cette première étape, le ministre a instruit les entreprises chargées de la réalisation de renforcer le suivi sur le terrain et la coordination entre les différents intervenants, afin d'accélérer les travaux et de respecter les délais fixés. Les entreprises se sont engagées à poursuivre leurs efforts dans ce sens. La deuxième étape de la visite a conduit le ministre à la station d'El Hadjar, où il a procédé à la mise en service d'un ouvrage supérieur situé au point kilométrique PK 10 de la ligne minière Est Annaba-Bled El Hadba. Cette infrastructure permet de supprimer le passage à niveau existant au niveau de la station d'El Hadjar. Elle doit ainsi

contribuer à renforcer la sécurité routière et à améliorer la fluidité de la circulation dans cette zone. Le ministre s'est ensuite rendu dans la wilaya d'El Tarf, où il a inspecté notamment les travaux du tunnel n°3, situé au point kilométrique 30, dans la commune de Chihani, dans le cadre du projet d'évitement d'El Drea. Il a reçu, à cette occasion, des explications techniques sur l'état d'avancement des travaux de cet ouvrage stratégique. M. Djellaoui a insisté sur la nécessité de renforcer les chantiers et de mobiliser davantage de moyens humains et matériels afin d'accélérer le rythme de réalisation, tout en veillant au respect des normes de qualité et de sécurité. Le tronçon de la ligne minière Est traversant la wilaya d'El Tarf comprend trois tunnels. Deux d'entre eux ont déjà été achevés et réceptionnés, tandis que les travaux se poursuivent au niveau du troisième. Le tunnel n°3 doit être achevé et livré dans les délais prévus, malgré les caractéristiques géologiques difficiles et complexes de la région, qui constituent une contrainte supplémentaire pour les équipes chargées de sa réalisation.

Durant les trois jours de sa visite, le ministre doit également inspecter plusieurs autres stations, chantiers et tronçons du projet, avec notamment des visites nocturnes destinées à évaluer le rythme des travaux durant la nuit et le niveau de mobilisation des moyens nécessaires.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le suivi numérique des importations renforcé

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le professeur Kamel Rezig, a effectué, hier, une visite d'inspection des bureaux des plateformes numériques relevant de son département, consacrée au suivi du fonctionnement des différents systèmes et à l'examen de la prise en charge des dossiers des opérateurs économiques. Cette visite intervient dans le cadre du suivi direct du traitement des programmes prévisionnels d'importation, notamment leur examen et leur validation. Le ministre s'est ainsi enquis du rythme de traitement des dossiers et de l'efficacité des mécanismes numériques mis en place pour assurer un suivi régulier des opérations. M. Rezig s'est également rendu au niveau de la plateforme numérique dé-

dée au traitement des préoccupations des opérateurs économiques. Il y a pris connaissance du volume des demandes enregistrées, de leur niveau de traitement ainsi que des modalités de leur suivi par les services compétents. À cette occasion, le ministre a instruit les responsables concernés de garantir une prise en charge rapide et efficace des préoccupations des opérateurs économiques et d'en assurer le suivi de manière continue. Il a également insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les différents services et organismes concernés afin d'améliorer l'accompagnement des opérateurs et de faciliter le règlement de leurs préoccupations. Le professeur Kamel Rezig a, par ailleurs, souligné l'importance d'une exploitation optimale des données et des

indicateurs générés par les plateformes numériques. Ces outils permettent d'assurer un suivi précis et en temps réel des différentes opérations, de mieux connaître l'état d'avancement des dossiers et de contribuer à accélérer la prise de décision. Dans le même contexte, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a réaffirmé sa volonté de poursuivre l'accompagnement des opérateurs économiques et de répondre dans les meilleurs délais à leurs préoccupations via la plateforme numérique dédiée à cet effet. Selon un communiqué du ministère, la plateforme, lancée mardi, avait enregistré dès mercredi 1 720 préoccupations émanant de différents opérateurs économiques. Parmi ces demandes, 820 avaient déjà reçu une ré-

ponse, soit 47,7 %, tandis que 900 préoccupations, représentant 52,3 %, étaient encore en cours de traitement par les services compétents. Le ministère a réaffirmé, à cette occasion, sa volonté de poursuivre le traitement rapide des préoccupations, de rester à l'écoute des opérateurs économiques et de renforcer leur accompagnement. L'objectif affiché est d'améliorer le service public et de consolider une communication directe et efficace avec les différents acteurs économiques. La plateforme numérique dédiée aux préoccupations des opérateurs comprend plusieurs espaces consacrés à la réception et au traitement des demandes relatives aux différents systèmes numériques relevant du ministère.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HYDROCARBURES

Sonatrach renforce sa présence au Niger

Sonatrach consolide graduellement sa position sur le marché africain des hydrocarbures. En quelques jours seulement, le groupe public a considérablement élargi le champ de sa collaboration avec la Société nigérienne des produits pétroliers (SONIDEP), évoluant de l'approvisionnement en produits raffinés vers la commercialisation du pétrole brut nigérien, tout en renforçant son engagement dans l'exploration et la valorisation des ressources énergétiques du pays.

Par Selma R.

Cette dynamique s'est traduite concrètement par les premières livraisons de kérosène Jet A1 vers le Niger, acheminées depuis la raffinerie d'Adrar dans le cadre d'un accord signé entre Sonatrach et SONIDEP. Cette opération constitue le véritable point de départ de leur collaboration commerciale et ouvre des perspectives d'approvisionnement continu des marchés régionaux en produits pétroliers algériens. Le groupe algérien a par ailleurs franchi un nouveau cap le 14 août 2026, avec la commercialisation conjointe du premier chargement de brut nigérien « Meleck ». Embarquée depuis le terminal pétrolier de Sèmè, au Bénin, cette livraison témoigne de l'extension de la coopération entre Sonatrach et SONIDEP vers la valorisation et la vente des hydrocarbures nigériens. Ce partenariat commercial s'inscrit dans une démarche plus vaste d'expansion de Sonatrach sur le continent africain, le groupe souhaitant partager son expertise et son savoir-faire en matière de commercialisation des hydrocarbures avec ses partenaires africains. Pour ce qui est du Niger, cette démarche accompagne désormais une présence de plus en plus marquée sur toute la chaîne pétrolière.

Le projet du gisement pétrolier de Kafra représente d'ailleurs l'un des piliers majeurs de cette présence. Le lancement officiel des travaux de forage du puits d'exploration Kafra Sud-Est 1 a été coprésidé, jeudi à Agadez, par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, et son homologue nigérien, Ali Mahaman Lamine Zeine. Dans son allocution, M. Ghrieb a indiqué que cette étape s'inscrit dans le cadre d'opérations d'exploration approfondies destinées à mieux évaluer le potentiel pétrolier de ce champ prometteur, en prélude aux phases de développement et de production. « Les

résultats attendus devraient permettre au Niger de valoriser ses ressources naturelles et de renforcer sa production nationale d'hydrocarbures », a-t-il précisé. Le Premier ministre a également mis en avant le défi logistique et technique qu'a représenté la mobilisation de l'appareil de forage ENF-13, d'une capacité de 2 000 chevaux, acheminé depuis l'Algérie jusqu'au site de Kafra. « Ce projet, fruit d'un partenariat multidimensionnel entre Sonatrach et SONIDEP, associe l'Entreprise nationale de forage (Enafor) et Sonatrach International Production and Exploration Corporation (Sipex), et couvre la recherche, l'exploration, le développement, la production, le forage, le raffinage, la pétrochimie, ainsi que la distribution et la commercialisation des produits pétroliers, en plus de la formation, du transfert de technologie et du renforcement des capacités », a-t-il rappelé. M. Ghrieb a par ailleurs évoqué l'accompagnement assuré par Sonatrach à SONIDEP dans la commercialisation de son pétrole brut et le renforcement de l'expertise de ses cadres, soulignant que l'Algérie s'engagera dans les travaux de grande maintenance de la raffinerie de Zinder et poursuivra l'évaluation de nouveaux blocs pétroliers au Niger, notamment celui de Bilma.

« L'ambition de l'Algérie ne se limite pas à la réalisation du projet Kafra dans ses différentes phases, mais s'étend à la construction d'un partenariat industriel intégré et durable, de l'amont jusqu'à l'aval pétrolier et gazier, y compris à travers la création de sociétés mixtes », a-t-il affirmé. Le Premier ministre a, en outre, salué l'engagement de l'Enafor à recourir progressivement aux entreprises, produits et services nigériens, ainsi qu'à recruter et former de jeunes Nigériens dans le cadre du projet de Kafra.

Kafra Sud-Est 1, fer de lance de la coopération pétrolière

À travers ces opérations, Sonatrach ne se limite donc pas au simple rôle de fournisseur de produits pétroliers au Niger : le groupe est désormais présent sur plusieurs segments de la chaîne, de l'exploration à la production, en passant par le forage, le raffinage et la vente. Cette approche confère une dimension nouvelle au partenariat algéro-nigérien dans le domaine des hydrocarbures. Elle s'appuie également sur une logique de valorisation des compétences locales, à travers le recours croissant aux entreprises, produits et services nigériens, ainsi que le recrutement et la formation de jeunes Nigériens dans le cadre du projet de Kafra. Cette présence de Sonatrach sur le marché nigérien s'affirme ainsi comme une véritable stratégie d'implantation pérenne, et non comme une simple juxtaposition d'opérations commerciales. En alliant approvisionnement, vente de brut, exploration, forage, raffinage, formation et transfert de compétences, le groupe algérien participe à bâtir un partenariat énergétique destiné à prendre une envergure industrielle plus importante. Un modèle que M. Ghrieb qualifie de « coopération équilibrée, globale et fructueuse », s'inscrivant dans l'approche du président Abdelmadjid Tebboune visant à construire un partenariat énergétique africain fondé sur l'intégration. Cette dynamique bilatérale trouve enfin un écho régional à travers le projet de gazoduc transsaharien, entré selon le Premier ministre dans ses phases de mise en œuvre effective, présenté comme un projet stratégique et un maillon essentiel de l'intégration énergétique africaine.

RÉHABILITATION DU COMPLEXE D'EL-HADJAR Vers un partenariat avec le groupe China Baowu Steel Group

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a présidé une réunion avec une délégation du groupe chinois China Baowu Steel Group, consacrée à l'examen des moyens de coopération et de partenariat dans le cadre de la réhabilitation et du développement du complexe d'El Hadjar, indique un communiqué du ministère. La rencontre s'est tenue, mercredi au siège du ministère, en présence des responsables de filiales et entreprises relevant du groupe chinois, de représentants de China Road & Bridge Corporation (CRBC) en Algérie, du Directeur général de la Société nationale de sidérurgie (SNS) et de représentants du Groupe industriel Sider et d'Algerian Qatari Steel (AQS). Cette rencontre est l'aboutissement d'un processus de consultations engagé par le ministère de l'Industrie dans le cadre d'un plan intégré visant à réhabiliter et à développer le complexe d'El Hadjar. Ce plan a pour objectifs de moderniser ses capacités de production, d'améliorer ses performances, de valoriser ses actifs industriels et de l'intégrer dans l'écosystème national de l'industrie sidérurgique. Les discussions ont également porté sur les perspectives d'utilisation de l'hydrogène vert dans la production de fer et d'acier bas carbone, en s'appuyant sur l'expérience du groupe et son expertise dans ce domaine, ainsi que sur les ressources minières et énergétiques dont regorge l'Algérie et son potentiel prometteur dans le domaine des énergies renouvelables. Cette approche s'oriente vers "l'établissement d'un partenariat industriel productif fondé sur le transfert de technologie et d'expertise, le développement des compétences, la localisation de l'activité industrielle et le renforcement de l'intégration locale", précise la même source. Les deux parties sont convenues de poursuivre le travail selon l'échéancier établi. Le groupe chinois devra ainsi présenter, avant la fin du mois de septembre prochain, la conception technologique finale du projet, un projet de memorandum d'entente sur le partenariat, ainsi qu'une feuille de route détaillée pour la concrétisation du projet.

Synthèse R E.

PROJET DE PHOSPHATE INTÉGRÉ

Socle d'une vision prospective du président de la République

La signature de deux contrats d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC), par le groupe Sonatrach, marque une nouvelle étape dans la réalisation du projet de phosphate intégré, une infrastructure stratégique qui constitue le socle d'une vision prospective du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il s'agit d'une transformation qui vise à faire des potentialités du pays, notamment minières, le socle d'une nouvelle approche pour le développement économique national et qui soit bénéfique aux générations futures, via la diversification économique, l'orientation des ressources et leur exploitation selon les fondements et principes de renforcement de la souveraineté économique nationale. En effet, le président de la République avait souligné, à maintes reprises, que l'investissement de l'Etat dans un secteur prometteur comme les mines vise à mettre en place de nouveaux

leviers pour l'économie nationale dans les prochaines étapes et ce, dans le cadre des efforts visant à consacrer une économie diversifiée non tributaire d'une seule ressource. Les contrats ont été signés entre Sonatrach et la Société algérienne des engrais (AFC) d'une part, et les sociétés Saipem (Italie) et CHEC (Chine) d'autre part, pour la première phase du projet. Celle-ci comprend un complexe d'extraction et d'enrichissement du phosphate à Bled El Hadba (Tébessa), d'une capacité de 5,5 millions de tonnes/an, un complexe industriel intégré à Oued El Kebrit (Souk Ahras) pour la production d'engrais phosphatés et azotés, ainsi que des infrastructures portuaires à Annaba. Prévu en mode accéléré EPC Fast Track, le projet doit livrer ses premières quantités de phosphate enrichi dès le premier trimestre 2027, avant le lancement de la production d'engrais au quatrième trimestre de la même

année. Le projet bénéficie depuis son lancement d'un suivi constant du président de la République, qui avait ordonné le démarrage de l'exportation du phosphate de Bled El Hadba d'ici mars 2027 au plus tard, chargeant le ministre des Mines et des industries minières d'achever notamment le quai minéralier du port d'Annaba, et a également instruit le lancement immédiat des unités de traitement en parallèle de l'exploitation de la mine. Il a aussi affirmé que l'usine d'acide phosphorique entrerait en service fin 2026 ou début 2027, insistant sur l'impact du projet en matière de création d'emplois. S'inscrivant dans le cadre d'une vision favorisant le renforcement de l'industrialisation, la création de valeur ajoutée, et la promotion des exportations hors hydrocarbures, le projet intégré produira environ 6 millions de tonnes/an de phosphate enrichi et 4 millions

de tonnes d'engrais (DAP, MAP, NPK, urée), ainsi que des matières industrielles stratégiques comme l'acide sulfurique, l'acide phosphorique et l'ammoniac. Le projet qui devrait créer environ 12.000 emplois directs, principalement à Tébessa, Souk Ahras, Skikda et Annaba, s'appuie sur des infrastructures majeures : une ligne ferroviaire minière Est de 422 km reliant Bled El Hadba au port d'Annaba, ainsi que l'extension de ce port, incluant un quai minéralier dédié à l'exportation. Le projet d'extension du port permettra d'accueillir les navires de grande capacité, transformant ainsi la wilaya d'Annaba en une plateforme logistique mondiale capable d'attirer les plus grandes compagnies de fret maritime internationales et d'accroître la compétitivité des produits miniers nationaux sur les marchés extérieurs.

R E.

UNE TOURNÉE ESTIVALE
DANS 10 WILAYAS
**Ooredoo rapproche le
digital des Algériens
avec son « Summer Tour
2026 »**

Poursuivant son engagement en faveur de la proximité avec ses clients et de la promotion des usages numériques, Ooredoo Algérie a lancé son « Summer Tour 2026 », une tournée estivale qui sillonne 10 wilayas côtières à travers le pays pour offrir au grand public une expérience immersive alliant connectivité, divertissement, gaming et découverte des solutions et services de Ooredoo. Déployée du 16 juillet au 8 septembre 2026, cette tournée investit plusieurs espaces balnéaires, fronts de mer, places publiques et lieux de loisirs particulièrement fréquentés durant la période estivale, permettant ainsi à Ooredoo d'aller à la rencontre du grand public et de proposer une expérience placée sous le signe de la connectivité, du divertissement et de l'innovation. Réalisé en partenariat avec Condor et Ifri, le Summer Tour 2026 s'articule autour d'un Village Digital immersif, conçu comme un espace de découverte, d'interaction et de divertissement autour du gaming et des usages numériques, tout en permettant aux visiteurs de découvrir les produits et services de Ooredoo. À travers ses différentes étapes, la tournée investit notamment Marsa Ben M'Hidi à Tlemcen, Hai Sadikia à Bir El Djir à Oran, Mostaland à Mostaganem, la Plage des Sablettes à Alger, l'Esplanade du port de Tizirt à Tizi Ouzou, Place de 5 Juillet 1962 à Béjaïa, ainsi que des espaces à Jijel, Skikda et Annaba, renforçant ainsi la présence de proximité de Ooredoo dans plusieurs des principales destinations estivales du pays. Au-delà de l'animation et du divertissement, le Summer Tour 2026 intègre également une dimension commerciale et digitale. Les visiteurs peuvent notamment profiter d'animations et de cadeaux suite à un achat, un rechargement Ooredoo à partir de 500 DA, ainsi qu'à un abonnement à la page TikTok de Ooredoo Algérie. Communiqué

UNE FOIRE NATIONALE EST PRÉVUE DU 24 AU 26 SEPTEMBRE PROCHAIN

L'électronique et l'électroménager à l'honneur à Bordj Bou Arreridj

La foire nationale des produits électroniques et électroménagers sera organisée, du 24 au 26 septembre prochain dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué, vendredi, un communiqué du ministère. Organisée sous le slogan: "De l'Algérie.... nous créons de la valeur et renforçons les exportations", cette foire intervient dans le sillage de "la dynamique que connaît le secteur national des industries électroniques et électroménagères et de la hausse continue du volume des exporta-

tions, à même de refléter l'évolution réalisée par les entreprises algériennes en termes de la qualité des produits et des capacités de production et de compétitivité sur les marchés extérieurs", précise le communiqué. Ce rendez-vous économique constitue l'occasion de mettre en exergue les potentialités industrielles nationale, de faire connaître les produits électroniques et électroménagers algériens, de renforcer la présence des marques nationales, d'encourager les entreprises à élargir leurs activités à l'export et d'explorer de nouveaux marchés extérieurs. Selon le ministère, cette manifestation vise à soutenir les opérateurs éco-

nomiques, à les accompagner dans leur démarche de renforcement des exportations et à créer un espace d'échange et de partenariat entre les différents acteurs, à même de contribuer à accroître la valeur ajoutée du produit national et à consacrer le "Made in Algeria", en tant que marque appelée à accéder à de nouveaux marchés internationaux. Le ministère a également invité les opérateurs économiques intéressés à participer à s'inscrire, sur son site web via ce lien : https://mcepe.gov.dz/foire_bordj_bou_areridj, conclut le communiqué.

R E.

AIR ALGÉRIE -SOCIÉTÉ OMAN AIRPORTS -TRANSOM Signature d'un mémorandum d'entente pour le renforcement de la coopération dans le domaine des services aériens

Le Groupe Air Algérie et la société Oman Airports -Transom ont signé, jeudi à Alger, un mémorandum d'entente visant à renforcer la coopération et à développer le partenariat entre les deux parties dans le domaine des services aériens, notamment l'assistance au sol et les services liés aux activités aéronautiques. La cérémonie de signature a été coprésidée par le PDG du Groupe Air Algérie, Hamza Benhamouda, et le directeur général exécutif d'Oman Airports -Transom, Nasser ben Ahmed Al-Shurji, selon un communiqué d'Air Algérie. Le mémorandum d'entente s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman, et de la mise en œuvre du programme exécutif de coopération dans les domaines des transports, de la logistique et de la numérisation, signé au cours du premier semestre 2026. Cet accord prévoit l'exploration des opportunités de coopération entre les deux parties, de manière à contribuer à l'amélioration de la qualité des services et de l'expérience des voyageurs, et de l'examen des perspectives de coopération dans le domaine du fret aérien et l'échange d'expertises, d'expériences et de pratiques professionnelles. Ce partenariat intervient également dans le cadre de la démarche du Groupe Air Algérie visant à élargir sa coopération avec les acteurs internationaux du secteur de l'aviation et

des services connexes et à tirer parti des expertises mutuelles au mieux des intérêts communs. Le mémorandum revêt une importance particulière dans le cadre de l'orientation visant à renforcer la desserte aérienne entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman, notamment dans la perspective de la concrétisation du projet d'ouverture de la ligne aérienne Alger-Mas-

cate en 2027. La signature de ce mémorandum intervient dans le cadre des efforts du Groupe visant à établir des partenariats durables à forte valeur ajoutée, à soutenir le développement de l'écosystème des services aériens et à renforcer sa présence aux niveaux régional et international, conclut le communiqué.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 13 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Août 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	96	107	84	البطاطا
	Tomate	73	88	59	الطماطم
	Oignon sec	85	94	75	البصل الجاف
	Ail sec	690	786	594	الثوم الجاف
	Carotte	105	117	94	الجزر
	Navet	178	197	160	اللفت
	Poivron	141	156	125	الفلفل الاخضر
	Piment	141	158	125	الفلفل الحار
	Courgette	83	95	71	الكوسة
	Haricot vert	227	253	201	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	131	147	115	الخس
Fruits frais	Pomme locale	471	589	352	التفاح المحلي
	Datte	499	615	383	التمر
	Banane	687	716	657	الموز
	Melon	87	98	75	البطيخ الاصفر
	Pastèque	76	95	56	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2068	2220	1915	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	468	483	453	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	319,00	NC	0,00	-4,98	-13,98	6,80	8,15	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,36	0,36	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,35	-0,19	7,56	7,64	19000	26 800 000,00
BIOPHARM	BIO	2 512,00	NC	0,00	0,02	1,03	6,68	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 050,00	2049,00	-0,05	-5,13	-7,47	8,49	8,54	1534	3 143 166,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,43	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	NC	0,00	-5,19	-1,80	1,14	8,52	0	0,00

INCENDIES DE FORÊTS DE JUILLET

Les citoyens concernés invités à retirer leurs décisions d'octroi de l'aide de l'Etat

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a invité les citoyennes et citoyens concernés par les incendies de forêts survenus durant le mois de juillet dernier à se rapprocher, à partir du 18 août prochain, de leurs communes, pour retirer leurs décisions d'octroi de l'aide de l'Etat, et ce en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique jeudi un communiqué du ministère. "Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports porte à la connaissance des citoyennes et des citoyens touchés par les incendies de forêts survenus durant le mois de juillet dernier, qu'en exécution des instructions de Monsieur le Président

de la République, visant la prise en charge des dégâts occasionnés aux produits agricoles, aux habitations et aux mobiliers, équipements et appareils électroménagers, les travaux des commissions d'évaluation locales et celle nationale ont été clôturés le 11 août 2026", précise la même source. "Aussi, la liste des citoyennes et citoyens touchés, ainsi que les dégâts éligibles à l'aide de l'Etat ont été transmis aux secteurs et aux walis concernés pour exécution des décisions arrêtées", poursuit le communiqué. "Ainsi, les citoyennes et citoyens concernés sont invités à se rapprocher, à partir du 18 août 2026 de leurs communes de résidence, pour retirer leurs décisions d'octroi de l'aide de l'Etat", conclut le ministère.

APS

PERFORMANCES DE L’AGRICULTURE ALGÉRIENNE

Ce que révèle le Département américain de l’Agriculture

Les performances de l’agriculture algérienne sont suivies de près par le Département américain de l’Agriculture (USDA). À travers les données de son Service agricole étranger (USDA FAS), Washington livre une photographie de la production algérienne pour la campagne 2025/2026, faisant ressortir la progression de plusieurs filières, notamment les céréales et les produits issus de la trituration du soja, tandis que le maïs demeure marginal.

Synthèse S. R.

La production de blé, toutes catégories confondues, est estimée à 3,20 millions de tonnes, contre 3 millions de tonnes en 2024/2025, soit une hausse de 7 %. Ce niveau dépasse également la moyenne des dix dernières années, établie à 3,08 millions de tonnes. L’orge affiche une progression plus marquée, avec 1,35 million de tonnes attendues, contre 1,20 million un an auparavant, soit une hausse de 13 %. Le volume prévu est également supérieur à la moyenne décennale de 1,26 million de tonnes. Cette amélioration s’accompagne d’un gain de productivité. Le rendement moyen de l’orge est estimé à 1,3171 tonne par hectare, contre 1,1707 tonne en 2024/2025 et une moyenne décennale de 1,2674 tonne. Les superficies récoltées atteignent, pour leur part, 1,8 million d’hectares pour le blé et un million d’hectares pour l’orge. L’avoine occupe 80 000 hectares, pour une production estimée à 105 000 tonnes, stable sur un an. L’une des évolutions les plus significatives concerne toutefois le soja. La production de tourteaux de soja devrait atteindre 1,74 million de tonnes en 2025/2026, contre 1,29 million de tonnes lors de la campagne précédente,

soit une progression de 35 %. Elle est ainsi plus de deux fois supérieure à la moyenne des dix dernières années, estimée à 758 600 tonnes. La production d’huile de soja suit la même tendance, avec 401 000 tonnes attendues, contre 297 000 tonnes en 2024/2025, soit également une hausse de 35 %. Ce volume dépasse largement la moyenne décennale, établie à 175 100 tonnes. Cette progression simultanée des tourteaux et de l’huile de soja constitue un indicateur de la montée en puissance de la trituration des graines oléagineuses en Algérie. Elle témoigne du développement des capacités de transformation des matières premières agricoles et du renforcement de l’intégration de la chaîne agroalimentaire. Les tourteaux répondent notamment aux besoins de l’alimentation animale, tandis que l’huile est destinée à la consommation. Le maïs présente une situation nettement différente. Sa production est estimée à seulement 12 000 tonnes en 2025/2026, un niveau inchangé par rapport à la campagne précédente et représentant 0,001 % de la production mondiale. Les superficies récoltées sont évaluées à seulement 2 000 hectares, contre 1,8 million pour le blé et un million pour l’orge. Ces chiffres confirment donc le poids encore limité du maïs dans le

système agricole algérien, malgré son importance pour l’alimentation animale et les échanges agricoles internationaux. L’huile d’olive constitue un autre élément notable de cette photographie. Sa production devrait atteindre 76 000 tonnes en 2025/2026, contre 85 000 tonnes un an auparavant, soit un recul de 11 %. Malgré cette baisse, l’Algérie représente environ 2,32 % de la production mondiale d’huile d’olive, selon l’USDA. Dans son ensemble, l’analyse américaine fait ressortir des trajectoires contrastées. Le blé et l’orge progressent, tandis que les produits issus du soja enregistrent une forte accélération, révélatrice du développement de la transformation agro-industrielle. À l’inverse, le maïs reste marginal et l’huile d’olive recule après une campagne précédente plus favorable. Les données de l’USDA mettent ainsi en évidence une agriculture algérienne dont les équilibres évoluent, avec une double dynamique : renforcer la production céréalière et développer les capacités de transformation. L’essor des produits issus du soja apparaît, à cet égard, comme l’un des principaux faits marquants de la campagne 2025/2026.

HYDRAULIQUE

Vers une gestion plus moderne et sécurisée de l’eau

Diversification des ressources, renforcement des capacités de stockage, réhabilitation des réseaux, numérisation de la gestion et valorisation des eaux non conventionnelles : le secteur de l’Hydraulique accélère sa transformation pour améliorer la sécurité de l’alimentation en eau potable et la qualité du service public. En effet, le département de Lounès Bouzegza s’engage dans une nouvelle étape de modernisation, articulée autour d’une meilleure mobilisation des ressources et d’une gestion plus efficace des infrastructures. Les visites effectuées jeudi et vendredi par le ministre de l’Hydraulique dans les wilayas de Tiaret, Saïda et Sidi Bel-Abbes, ont permis de mettre en évidence plusieurs projets destinés à sécuriser l’alimentation en eau potable, réduire les pertes et améliorer la performance des réseaux. À Sidi Bel-Abbes, le ministre a notamment insisté sur la nécessité de diversifier les sources d’approvisionnement, une orientation appelée à jouer un rôle central dans la sécurisation durable de l’alimentation des populations. La wilaya s’appuie actuellement sur plusieurs ressources, notamment le barrage de Sidi Abdelli, les systèmes du Chott Gharbi et Chergui, les eaux souterraines ainsi que les stations de dessalement. Plusieurs opérations sont programmées afin de renforcer ce dispositif. Il est notamment prévu d’améliorer l’alimentation à partir de la station de Chatt El Hilal et d’étudier un projet de transfert d’eau depuis le sys-

tème du Chott Gharbi vers la station de dessalement de Sidi Maarouf. Cette opération doit contribuer à résorber le déficit dans plusieurs communes voisines. La wilaya bénéficiera également d’une interconnexion entre les réservoirs de Sidi Lahcen et Tilmouni, d’une capacité de 20.000 m³ chacun. À cela s’ajoutent la réhabilitation de 29,9 km du réseau de distribution de Sidi Bel-Abbes, avec un objectif de réduction des fuites de 20 %, ainsi que la réalisation de nouveaux réservoirs totalisant 6.500 m³. La modernisation passe également par la numérisation. À Saïda, Lounès Bouzegza a donné le coup d’envoi officiel de la technologie de télégestion du service d’alimentation en eau potable, considérée comme une étape importante dans la transformation du mode de gestion des réseaux. Le ministre a estimé que la gestion à distance est désormais une nécessité, notamment pour suivre les infrastructures et les réservoirs, contrôler les équipements et détecter rapidement les dysfonctionnements. Le système permettra également de disposer de données en temps réel sur les fuites, les pannes, les niveaux des réservoirs et les opérations de distribution. L’objectif est surtout de passer d’une gestion basée sur l’intervention après l’apparition d’une panne à une gestion préventive, reposant sur la surveillance des indicateurs et l’analyse des données. Une généralisation progressive de cette technologie à travers les réseaux nationaux est envisagée.

Cette transformation numérique devra être accompagnée par une montée en compétence des personnels. À Tiaret, le ministre a insisté sur la nécessité de confier les infrastructures nouvelles ou modernisées à des cadres compétents, tout en assurant leur formation continue. Les équipements modernes, notamment ceux intégrant des systèmes de télégestion, représentent des investissements importants dont la pérennité dépend aussi de la qualité de leur exploitation. Le renforcement des capacités de stockage constitue un autre axe important de cette politique. À Saïda, un réservoir surélevé d’une capacité de 1.000 m³, dont les travaux ont atteint 70 %, doit être réceptionné en octobre prochain. À Youb, un ouvrage de stockage de 1.500 m³ est également lancé afin de renforcer l’alimentation de la commune à partir du forage de Hassi El Abed 2. À Tiaret, le programme comprend notamment le renforcement de l’alimentation de la ville et de quatre autres communes à partir du barrage de Bekhada. La stratégie du secteur accorde également une place croissante aux ressources en eau non conventionnelles. À Sidi Bel-Abbes, le ministre a souligné les perspectives offertes par la réutilisation des eaux épurées dans l’irrigation agricole, permettant d’étendre les superficies irriguées tout en préservant les ressources conventionnelles.

Synthèse Z R.

AGRICULTURE/RECHERCHE

Mise au point d’un dispositif innovant pour optimiser le stockage du safran

Un dispositif innovant de stockage du safran a été mis au point par le Centre de recherche en technologie des semi-conducteurs pour l’énergétique (CRTSE), qui ambitionne de l’adapter, dans un proche avenir, à d’autres cultures, a-t-on appris auprès du Centre qui relève du ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ce dispositif, dont le prototype vient d’être conçu, intervient sur une étape déterminante de la chaîne de production : la conservation des bulbes de safran, une épice à forte valeur commerciale, et dont "une mauvaise maîtrise peut entraîner des pertes liées à la germination prématurée et à la dégradation du matériel végétal". Il s’agit d’un système capable d’assurer à la fois la conservation du matériel végétal et l’amélioration de la qualité du produit final, indiquent à l’APS les concepteurs du projet Mouna Hecini et Meftah Tablaoui. Le prototype, qui s’inscrit dans le cadre des efforts de recherche afin de promouvoir la culture du safran en Algérie, associe une chambre froide à température contrôlée, permettant de maintenir les bulbes entre 5 et 8 degrés C avec une humidité régulée, et un système de déshydratation destiné au séchage des stigmates du safran dans des conditions favorables à la préservation de leurs propriétés organoleptiques. La culture du safran en Algérie est en passe de s’ériger en filière agricole structurée, bénéficiant d’un cadre organisé qui se met en place autour d’importants efforts de recherche et surtout d’une stratégie nationale lancée en 2025 pour le développement de l’"or rouge". Limitée auparavant à des initiatives personnelles, via de petites exploitations familiales, la culture de cette épice très valorisée commercialement (un kilo de safran peut atteindre jusqu’à 10.000 dollars pour les variétés premium), s’inscrit désormais dans une dynamique organisée qui donne déjà des résultats plus qu’encourageants enregistrés dans de nombreuses wilaya du pays. Les essais réalisés sur ce dispositif innovant de stockage à l’Ecole nationale supérieure agronomique (ENSA) d’Alger, ont permis de confirmer les performances du dispositif. "Les bulbes conservés dans ces conditions restent sains, sans germination, même après six à neuf mois de stockage", relève Sihem Tellah représentante du point focal de la stratégie nationale du safran. "Le stockage constitue un levier déterminant pour atteindre l’objectif d’exportation", a souligné pour sa part Fatma Sahir Halouane directrice de la programmation de la recherche à la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), relevant du ministère, mettant en avant l’importance de cette étape dans la structuration de la filière et la préservation de la qualité du produit. La maîtrise des conditions de conservation représente, note-t-elle, une avancée importante pour la filière, en permettant de mieux sécuriser la production et de préserver la qualité du safran jusqu’à sa commercialisation.

R E.

BLIDA

Renforcement du réseau postal avec 11 distributeurs automatiques de billets

Le réseau des services postaux de la wilaya de Blida a été renforcé depuis le début de l'année en cours (2026) avec 11 nouveaux distributeurs automatiques de billets, installés dans plusieurs communes à forte densité de population, a fait savoir jeudi la direction locale de la Poste et des Télécommunications. La même source a précisé que, dans le cadre des efforts visant à améliorer les services de la poste et des télécommunications et à les rapprocher des citoyens, notamment en facilitant les opérations de retrait d'argent en espèce, afin d'alléger la pression sur les guichets postaux, 11 distributeurs automatiques de billets ont été installés au cours du premier semestre de l'année en cours. Il est détaillé, dans ce contexte, que deux distributeurs ont été installés au bureau de poste principal du chef-lieu de wilaya et deux à Meftah, tandis que les autres ont été installés dans les quartiers d'Aboudi Blida, Khazrouna, Hammam Melouane, Boufarik, Oued Alleug et Beni Merad. Ces nouveaux distributeurs automatiques s'ajoutent aux 8 déjà installés en 2025 dans les bureaux de poste des quartiers Khedem à Chebli, Marrakchi à Ouled Salama, Fetal à Ouled Aïch, ainsi que dans la cité 500 logements à Meftah, Maâsouma à Bouinan, Aïn Aïcha à Ben Khalil, Ben Chabane à Boufarik et à Bougara. Cette opération s'inscrit dans le cadre du processus de développement et de modernisation du réseau postal de la wilaya, qui a été renforcé depuis 2020 par l'inauguration de 30 bureaux de poste, ainsi que de la mise en service de 34 distributeurs automatiques de billets. A noter que les 25 communes de la wilaya de Blida comptent un total de 104 bureaux de poste et 65 distributeurs automatiques de billets. APS

BORDJ BOU ARRERIDJ

Le pôle de production des fournitures scolaires à Ras El Oued, un levier pour l'économie nationale

Le secteur industriel de la wilaya de Bordj Bou Arreridj a été renforcé par un projet de création d'un pôle industriel spécialisé dans la fabrication d'outils et de fournitures scolaires et de bureau, ainsi que de moyens éducatifs, dans la zone industrielle de R'mail "Belaïd Abdesslam", dans la commune de Ras El Oued.

Ce projet vise à soutenir l'investissement productif et à renforcer la production nationale, contribuant ainsi à la réduction des importations. A ce titre, le wali de Bordj Bou Arreridj, Kamel Nouicer, a déclaré à l'APS que ce projet s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la réalisation de 20.000 unités et projets d'investissement industriels à travers le pays, en vue de diversifier l'économie nationale et de réduire la dépendance aux importations. Ce pôle compte six unités de production, dont cinq ont entamé une production initiale, tandis que la sixième est en cours d'achèvement, a précisé le wali, faisant état d'un investissement de plus de 3,56 milliards de DA et de la création attendue de plus de 500 emplois directs, outre plusieurs centaines d'emplois indirects. M. Nouicer a souligné que ce pôle constitue "une valeur ajoutée pour le tissu industriel national" et s'inscrit dans le prolongement de la dynamique d'investissement enregistrée dans la wilaya, notamment dans les filières de l'électronique et de l'électroménager. Il a ajouté que le projet contribuera au développement d'une filière nationale spécialisée dans la production de fournitures et articles scolaires et de bureau ainsi que d'équipements pédagogiques, à l'amélioration du taux d'intégration industrielle et à la satisfaction des besoins du marché national, tout en ouvrant des perspectives à l'exportation.

La réalisation de ce pôle s'accompagne de la poursuite des opérations d'installation des équipements et des lignes de production, en vue d'une montée en puissance progressive des capacités productives et de la structuration d'une filière industrielle nationale dédiée à cette activité. Les unités qui composent le pôle produiront une gamme diversifiée de fournitures scolaires et de bureau ainsi que différents équipements pédagogiques, notamment des tableaux classiques et interactifs, des supports d'affichage et d'autres équipements destinés aux établissements d'enseignement, en accompagnement de la modernisation du système éducatif. Des investisseurs ont, de leur côté, souligné que l'avancement du projet "traduit l'efficacité de l'accompagnement des pouvoirs publics en faveur de l'investissement", exprimant leur ambition d'augmenter progressivement les capacités de production et de développement des produits répondant aux exigences de qualité et susceptibles de renforcer la compétitivité de l'offre nationale sur les marchés intérieurs et extérieurs. L'importance de ce pôle tient également à son implantation dans la zone industrielle Remila "Belaïd Abdesslam", dans la commune de Ras El Oued, qui compte parmi les principales zones d'activité industrielle de la wilaya, au regard des investissements qui y sont projetés et du développement de ses infrastructures. La zone devrait voir son attractivité renforcée après l'achèvement du projet de déd-

blement de la RN 103, qui permettra d'améliorer sa liaison avec l'autoroute Est-Ouest, ainsi que par sa proximité avec la plateforme logistique de Tixter et les infrastructures ferroviaires dédiées au chargement des conteneurs. Ces infrastructures facilitent les opérations d'approvisionnement et de distribution, réduisent les coûts de transport et améliorent la compétitivité des produits issus du pôle. Le président de la Chambre de commerce et d'industrie "Bibans" de Bordj Bou Arreridj, Belouhri Radjah, a, pour sa part, considéré que ce projet constitue une "valeur ajoutée" pour l'industrie nationale, notamment à travers sa contribution au développement d'une filière spécialisée, à la réduction des importations et à l'amélioration du taux d'intégration industrielle. Il a également souligné que ce type d'investissement contribue au renforcement de l'attractivité de Bordj Bou Arreridj en tant que destination pour l'investissement industriel. De leur côté, des opérateurs économiques considèrent que les potentialités industrielles et logistiques de la région, conjuguées à l'accompagnement des pouvoirs publics, sont susceptibles de favoriser l'émergence d'un réseau de sous-traitance et de services industriels autour de cette activité, contribuant ainsi à accroître la valeur ajoutée, à renforcer la compétitivité du produit national et à élargir ses débouchés sur les marchés nationaux et extérieurs.

Agence

ORAN

Le wali suit l'avancement de plusieurs projets

Le wali d'Oran, Brahim Ouchène, a effectué, jeudi, une visite de terrain portant sur plusieurs projets d'aménagement urbain, d'infrastructures et de réhabilitation d'édifices religieux, à-on informé, vendredi, auprès des services de la wilaya. Selon la même source, cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi sur le terrain des projets visant à améliorer le cadre urbain de la ville. Le wali s'est notamment rendu sur le chantier d'aménagement urbain de l'axe du quartier Djamel-Eddine, qui s'étend du rond-point jusqu'au rond-point du quartier Es-Sabah et dont la réalisation est supervisée par la Direction de l'habitat. Le taux d'avancement des travaux de ce projet atteint 78 %. S'étendant sur près de 3 km, le projet prévoit la réalisation d'aires de jeux, l'aménagement des trottoirs et des espaces verts le long de l'axe, ainsi que la création d'emplacements pour des kiosques lé-

gers en harmonie avec l'esthétique de l'environnement urbain. Dans la commune de Bir El Djir, le wali d'Oran a inspecté le projet de réalisation d'une voie dédoublée au quartier Sidi El Bachir, supervisé par la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction. Il a notamment examiné le deuxième tronçon du projet, dont le taux d'avancement des travaux est de 30 %. Cette voie, qui reliera le quartier Sidi El Bachir aux 4e et 5e rocade, devrait contribuer à améliorer la circulation et à désengorger ce quartier pertinent de la commune de Bir El Djir, tout en fluidifiant les déplacements dans cette zone qui connaît une croissance urbaine importante. La visite a également porté sur le projet d'aménagement et de réhabilitation de la mosquée Abdallah Ibn Salam, un ancien édifice religieux situé rue Maâta Mohamed El Habib, au centre-ville d'Oran. Le wali a constaté l'état

d'avancement des travaux sur ce monument. Plusieurs opérations restent à réaliser, notamment les travaux du réseau de chauffage central, la pose du revêtement de sol et l'installation des tapis. Dans la commune d'El Kerma, M. Ouchène a inspecté le projet d'achèvement des travaux d'aménagement extérieur de 205 logements sociaux participatifs, pertinent de l'ancienne formule du logement social participatif et répartis sur trois sites. Le projet comprend notamment l'achèvement de l'aménagement des routes et trottoirs, ainsi que l'installation de l'éclairage public, afin de permettre l'achèvement de ces programmes et d'améliorer les conditions de vie des habitants. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts de l'État visant à régler le dossier des anciens projets de logements sociaux participatifs et à garantir le droit des citoyens au logement, à travers la relance des projets à l'arrêt

et leur prise en charge par des entreprises qualifiées et capables de les achever et de les livrer dans des délais raisonnables. M. Ouchène a également inspecté le projet de réalisation d'un parking à sept niveaux situé au boulevard des Lions. Il a reçu des explications sur l'état d'avancement des travaux, dont l'achèvement et la mise en service sont prévus prochainement, après la finalisation des raccordements aux différents réseaux, l'installation des caméras de surveillance et du système de prévention contre les incendies. Cette infrastructure dispose également de places réservées au stationnement des véhicules des personnes aux besoins spécifiques. Sa mise en service devrait contribuer à réduire la pression sur la circulation et à limiter le stationnement anarchique au niveau du boulevard des Lions, qui connaît une forte affluence de citoyens et de véhicules.

APS

Le siècle du «rêve chinois»

Après le « siècle de l'humiliation » puis les erreurs de Mao Zedong, la Chine a finit par rattraper son retard de développement sur l'Occident à une vitesse incroyablement rapide. Après l'urbanisation de masse, la maîtrise de toutes les filières industrielles et la fin de l'extrême pauvreté, l'Empire du milieu entend désormais être une « civilisation écologique » et a réalisé de vrais progrès en ce sens.

4^e partie et fin

Par Fabian Scheidler (*)

A Shanghai – la ville la plus chère de Chine –, un appartement coûte aujourd'hui 8 millions de yuans, soit environ un million de dollars. Même avec un salaire d'environ 2 000 dollars par mois – ce qui est très bien selon les normes chinoises –, c'est à peine abordable. Si l'on parvient à se le permettre, ce n'est, comme on dit à Shanghai, qu'en devenant un « esclave des banques » à vie. Quiconque souhaite se marier doit généralement prouver qu'il possède un appartement et une voiture. Il en résulte que de nombreux Chinois se retrouvent pris dans une course effrénée et épuisante simplement pour fonder et subvenir aux besoins d'une famille – le mari et la femme travaillant généralement tous les deux. Quiconque, après une longue et dure journée passée dans une usine sans fenêtres, arrive au 24^e étage de sa forteresse de béton après un trajet pouvant durer jusqu'à deux heures, parvient souvent à peine à allumer la télévision. Le « rêve chinois » peut revêtir un visage très sombre dans la réalité. À cet égard, il n'est pas différent du « rêve américain » d'antan, dont Arthur Miller a immortalisé la face cachée dès 1949 dans sa pièce « Mort d'un commis voyageur ».

L'aliénation sociale et la solitude constituent un problème majeur dans la Chine d'aujourd'hui. En l'espace de quelques décennies, 75 % de la population rurale – soit environ 600 millions de personnes – s'est installée dans les villes pour travailler dans l'industrie. Si cela a permis de venir à bout de l'extrême pauvreté, cela a simultanément brisé le réseau de relations de voisinage qui existait au sein des villages. Un habitant de Shanghai a raconté avec nostalgie que, dans la lointaine Chengdu, dans la province du Sichuan, on peut encore parfois voir des gens jouer aux cartes dans la rue – un phénomène qui a largement disparu sur la côte est. Les relations sociales ont été remplacées par le consumérisme – ou simplement par le rêve de celui-ci. La célèbre artère commerçante de Shanghai, Nanjing Road, dépasse sans doute par son ampleur la plupart de ce que nous connaissons en Occident, et ne manque de rien, de Prada à Gucci. Pourtant, seule une classe aisée relativement restreinte peut se le permettre. L'aliénation sociale et la solitude constituent un problème majeur dans la Chine d'aujourd'hui.

La course à la mobilité sociale commence dès la maternelle. La pression s'intensifie ensuite à l'école, surtout si l'on vise un diplôme prestigieux. Sur les quelque 3 000 établissements d'enseignement supérieur du pays, une centaine sont considérés comme des universités de premier plan garantissant de bons emplois. Neuf d'entre elles font partie de l'élite de la Ligue C9. Mais le niveau requis pour être admis est extrêmement haut. De nombreux lycéens travaillent sept jours sur sept, étudiant jusqu'à douze heures par jour. Lorsque la journée scolaire normale, qui commence



entre sept et huit heures du matin, se termine à 17 h ou 18 h, les devoirs prennent le relais, s'étalant parfois jusqu'à minuit. Durant le week-end, les cours particuliers sont la norme.

Cette pression intense liée à la performance se répercute souvent sur la vie professionnelle, laissant peu de place aux loisirs, à la famille et aux relations amicales. L'une des conséquences est une augmentation des troubles de santé mentale. Selon les chiffres de l'OMS, 54 millions de personnes en Chine souffrent de dépression et 41 millions de troubles anxieux. Dans les pays occidentaux, ces chiffres sont parfois nettement plus élevés, mais la Chine rattrape son retard dans ce domaine également.

Rival systémique ou partenaire ?

Alors que les entreprises européennes et américaines ont profité pendant des décennies des bas salaires en Chine et que les gouvernements courtoisaient la Chine en conséquence, le vent a désormais tourné. La Chine est de plus en plus présentée comme une menace. La raison est simple : le pays ne produit plus principalement pour les entreprises occidentales, mais plutôt ses propres produits de haute qualité, face auxquels bon nombre d'entreprises occidentales peuvent à peine rivaliser sur un marché libre. Alors que l'Occident a contribué à faciliter l'essor de la Chine par le transfert de technologies, il est aujourd'hui confronté aux conséquences de cette situation. Le discours en faveur du libre-échange, qui a dominé les politiques économiques des États-Unis et de l'Union européenne pendant des décennies, a cédé la place à un nouveau protectionnisme.

La frustration face au déclin relatif de l'Occident s'est également manifestée ces dernières années par des propos peu diplomatiques, comme lorsque l'ex-ministre

allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a qualifié le président Xi de « dictateur », comme l'avait fait Joe Biden avant elle.

Bien sûr, la Chine n'est pas une démocratie, même si des élections ont lieu au niveau local et au sein des structures du parti et du Parlement. Le système peut être considéré davantage comme une « expertocratie » que comme une dictature : à tous les niveaux, du local au national, les expériences sont évaluées et transmises aux instances décisionnaires du parti et du gouvernement, dont les résolutions sont à leur tour examinées en détail par les commissions de l'Assemblée populaire. C'est ce qui rend la Chine si adaptable et efficace dans la pratique.

La Chine n'a jamais bâti d'empire colonial, bien qu'elle en eût eu les moyens. L'ouverture sur le plan idéologique suscite cependant une grande crainte. Il n'existe pas de presse libre en Chine. La plupart des médias sont gérés par l'État ; les rares médias privés connaissent bien trop bien leurs limites. Les journalistes l'admettent assez ouvertement. La ligne directrice est la suivante : avant tout, diffuser des bonnes nouvelles qui servent le grand récit de l'ascension du pays. En conséquence, les quelque 20 chaînes du groupe de télévision publique CCTV diffusent principalement des documentaires sur la nature, des interviews d'entrepreneurs à succès et d'experts affiliés à l'État, de grandes épopées héroïques sur la victoire contre les occupants japonais et, de plus en plus, des films historiques se déroulant à l'époque impériale.

Les restrictions à la liberté d'expression constituent sans aucun doute l'un des aspects les moins attrayants de la Chine. Mais cela représente-t-il une menace sérieuse pour l'Occident ? Ce ne serait le cas que si la Chine développait l'intention et la capacité d'imposer son système au monde par la force. On entend parfois de

tels fantasmes aux États-Unis. Or, ce point de vue résulte généralement d'une méconnaissance de l'histoire chinoise. Il ne fait aucun doute que la Chine souhaite retrouver sa grandeur d'antan ; cela est évident partout. Quiconque visite, par exemple, le Palais de l'Impératrice reconstruit dans l'ancienne capitale Luoyang est submergé par un spectacle de splendeur et de grandeur. Mais cette grandeur n'était pas, et n'est pas, fondée sur la domination mondiale, comme ce fut le cas pour la prétention occidentale à l'hégémonie au fil des siècles. La Chine n'a jamais bâti d'empire colonial, bien qu'elle en eût eu les moyens. Après tout, elle possédait autrefois de loin la plus grande flotte du monde et avait accès à la poudre à canon plusieurs siècles avant les Européens. L'Empire du Milieu fondait sa puissance sur le commerce, et non sur la conquête militaire du monde. La plupart des guerres ont été menées pour sécuriser les régions frontalières.

Aujourd'hui, la principale préoccupation des dirigeants chinois en matière de sécurité est d'éviter que ne se reproduisent les ingérences étrangères telles que celles observées au cours du « siècle d'humiliation ». La Chine ne doit plus jamais être vulnérable au chantage ; les troupes étrangères ne doivent plus jamais fouler le sol chinois. Selon la conception chinoise, cela inclut également Taiwan, qui est reconnu comme faisant partie de la Chine par les Nations unies, les États-Unis et tous les pays européens depuis les années 1970. Une politique étrangère rationnelle aurait tout intérêt à comprendre l'histoire de la Chine et à respecter ses intérêts en matière de sécurité. Il s'agit là d'une condition préalable essentielle à une transition pacifique vers un ordre mondial multipolaire.

Article issu du blog Substack de Fabian Scheidler
Source: LVSL.fr ; publié le 06/08/2026

TUNISIE
Le déficit de la balance commerciale énergétique bondit de 35% à fin juin 2026

Le déficit de la balance commerciale énergétique est passé de 5175 MD, à fin juin 2025 à 7000 MD, à fin juin 2026, soit une hausse de 35% (en tenant compte de la redevance du gaz algérien exportée), selon le rapport sur la conjoncture énergétique publié, vendredi, par l'Observatoire national de l'énergie et des mines. Selon ce rapport, les exportations des produits énergétiques ont enregistré une hausse en valeur de 38% accompagnée par une augmentation des importations en valeur de 36%. Les échanges commerciaux dans le secteur de l'énergie sont très sensibles à trois facteurs à savoir les quantités échangées, le taux de change dollar/dinar (\$/DT) et les cours du Brent, qualité de référence sur laquelle sont indexés les prix du brut importé et exporté ainsi que les produits pétroliers. En effet, au cours du mois de juin 2026, les cours du Brent ont augmenté de 14 \$/bbl par rapport au mois de juin 2025, sous l'effet de l'escalade des tensions au Moyen-Orient, en particulier du conflit dans la région et des risques pesant sur le transit pétrolier à travers le détroit d'Ormuz. Au cours de la même période, le taux de change du dinar tunisien par rapport au dollar a enregistré une quasi stabilité par rapport au Dollar américain, principale devise d'échange des produits énergétiques en comparaison avec la même période de l'année dernière.

R. I.

LIBYE

Le retour des investisseurs pétroliers se heurte à une nouvelle menace sécuritaire

La fragilité des infrastructures pétrolières libyennes refait surface, alors que de nouvelles violences menacent la continuité de la production et des exportations. À Zawiya, dans l'ouest du pays, cinq attaques de drones ont visé depuis dimanche 9 août des installations de stockage, de raffinage et d'électricité, faisant craindre une perturbation plus importante des activités de la société publique du pétrole, NOC.

Synthèse R. I.

Ces frappes surviennent sur fond de tensions entre le gouvernement de Tripoli et Mohamed Bahroun, un chef de milice qui contrôle Zawiya, alors que les autorités cherchent à renforcer leur emprise sur l'ouest du pays. Aucun groupe n'a toutefois revendiqué les attaques. Selon Jalel Harchaoui, analyste au Royal United Services Institute (RUSI), la pression exercée par le gouvernement pourrait pousser les forces de Bahroun à des actions désespérées. Les installations ciblées constituent un maillon essentiel du système énergétique libyen. Zawiya abrite la plus grande raffinerie du pays, un terminal d'exportation et une centrale électrique. L'une des frappes a touché un réservoir de Brega Oil contenant environ 4,5 millions de litres d'essence, provoquant un incendie qui a entraîné son effondrement. Deux réservoirs de diesel ont ensuite été visés, tandis que la centrale électrique a également subi des dégâts. Aucun décès n'a été signalé. La situation a déjà perturbé une partie de la distribution de carburants. Brega a déplacé certaines opérations vers le dépôt de Tripoli, même si la NOC assure que les livraisons aux stations-service se poursuivent normalement et que les réserves restent disponibles. Le risque dépasse toutefois la seule ques-

tion de l'approvisionnement. La NOC prévient que de nouvelles attaques pourraient l'obliger à déclarer la force majeure et à suspendre les activités de la raffinerie. Une telle interruption aurait des conséquences sur le brut comme sur les produits raffinés. L'arrêt de Zawiya pourrait notamment affecter le raffinage de 100 000 barils par jour provenant du champ de Sharara et les exportations d'environ 200 000 barils de brut par jour via le port de Zawiya.

Une menace qui intervient au mauvais moment

Cette vulnérabilité intervient alors que la Libye tente précisément de rendre son secteur pétrolier plus attractif après des années de conflit. La production de brut et de condensats a atteint 1,48 million de barils par jour en juin, dont 1,44 million de barils de brut. La NOC n'avait plus atteint un tel niveau depuis 2013. Elle vise désormais 1,6 million de barils par jour à court terme et 2 millions d'ici 2030. La compagnie bénéficie également d'un retour progressif des groupes internationaux. En juin, elle a signé des contrats de partage de production avec Repsol, TPAO, Eni, QatarEnergy et MOL Group, une première depuis près de vingt ans. Ces accords reposent sur l'EPSA V, un nouveau cadre censé offrir des conditions plus favorables aux partenaires étrangers que le précédent modèle. Le pays prépare en parallèle des enchères sur plus de 40 champs marginaux, tandis

que la NOC a renforcé sa coopération technique avec SLB et le Project Management Institute. Le champ de Mabrouk, endommagé durant les années de conflit, a pour sa part repris ses opérations à pleine capacité, avec un potentiel de 40 000 barils par jour.

Le défi de la sécurisation

La Libye reconstruit progressivement une industrie pétrolière capable d'attirer des capitaux et d'accroître sa production, mais les infrastructures existantes restent exposées aux rivalités armées. Le problème ne se limite d'ailleurs pas à Zawiya. En parallèle des attaques de drones dans l'ouest, un attentat à la voiture piégée a tué à Benghazi un haut responsable du renseignement militaire des forces de Khalifa Haftar, qui contrôlent l'est et le sud du pays. Cette nouvelle dégradation intervient alors que la Libye reste divisée entre deux administrations rivales, à Tripoli et Benghazi, depuis le conflit déclenché après la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. Pour les investisseurs revenus sur le marché libyen, l'enjeu dépasse donc la qualité des ressources ou les conditions contractuelles. La capacité des autorités à protéger les installations stratégiques sera déterminante pour transformer la reprise actuelle de la production et le retour des compagnies étrangères en une dynamique durable.

ÉGYPTE

Voltalia vend l'électricité de son parc éolien à 24 \$/MWh

L'Égypte accélère le déploiement des renouvelables pour renforcer son parc électrique et réduire sa dépendance aux combustibles. Le futur parc éolien de Voltalia à Zafarana illustre aussi la compétitivité croissante de ces nouvelles capacités. Fin juillet, l'Egyptian Electricity Transmission Company (EETC) a signé avec Voltalia un contrat d'achat d'électricité pour son futur

parc éolien de 869 MW à Zafarana. Selon Asharq Business, qui cite une source gouvernementale, l'électricité sera achetée pendant 20 ans au tarif de 2,4 cents/kWh, soit 24 \$/MWh. Le projet, qui a été approuvé par le gouvernement égyptien en juin, représente un investissement estimé à environ 800 millions de dollars, et sa mise en service commerciale est prévue en 2028. Cette nouvelle ca-

pacité s'inscrit dans une accélération plus large des investissements renouvelables. Le 12 août dernier, la norvégienne Scatec a annoncé la mise en service commerciale complète d'Obelisk, un complexe de 1,1 GW de solaire associé à 100 MW/200 MWh de stockage. Le groupe norvégien a également signé en janvier un PPA pour un autre projet de 1,95 GW solaire et 3,9 GWh

de batteries. Dans l'éolien, ACWA Power développe de son côté un projet de 1,1 GW à Ras Ghareb, sur le golfe de Suez. L'Égypte vise désormais à porter la part des renouvelables à 45 % de sa production d'électricité d'ici 2028, selon les autorités. Cette accélération intervient alors que le système électrique reste fortement dépendant du gaz et que les difficultés d'approvisionnement

domestique ont accru ces dernières années le recours aux importations de combustibles. Le solaire et l'éolien offrent ainsi à l'Égypte la possibilité d'accroître ses capacités à partir de ressources locales, sans coûts de combustible. Le tarif annoncé pour ce projet de Zafarana souligne aussi leur intérêt économique.

Agence

MAURITANIE

Réunion préparatoire au recrutement de 3.852 agents pour renforcer les ressources humaines du secteur de l'éducation

Les ministres de l'Éducation et de la Réforme du système d'enseignement, Mme Houda Babah, de la Fonction publique et du Travail, Mme Mariem Boidiel Houmeid, et de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration, M. Ahmed Salem Ould Bede Etfagha, ainsi que le président de la Commission nationale des concours, M. Cheikhna Ould Idoumou, ont tenu, mercredi soir, à Nouakchott, une réunion de coordination consacrée aux préparatifs en cours pour l'organisation d'un concours destiné au recrutement de 3.852 agents

au profit du secteur de l'Éducation et de la Réforme du système éducatif. La réunion a porté sur les différents aspects techniques, technologiques et organisationnels liés à l'organisation du concours, ainsi que sur les mécanismes permettant de garantir son déroulement selon les plus hauts standards de précision, de transparence et d'efficacité. Les participants ont également examiné les modalités de recours aux solutions numériques à différentes étapes du processus, afin d'assurer son bon déroulement et de consacrer le principe

de l'égalité des chances entre l'ensemble des candidats. Ces préparatifs s'inscrivent dans le cadre des dispositions prises en vue de l'organisation de l'une des plus importantes opérations de recrutement que connaîtra le secteur de l'éducation au cours des dernières années. Cette opération vise à renforcer ses ressources humaines, à répondre aux besoins croissants des établissements scolaires et à accompagner les exigences du projet de l'École républicaine. Le recrutement prévu s'inscrit également dans les efforts déployés par le

secteur pour renforcer les personnels pédagogiques et administratifs et améliorer la qualité des performances, de manière à accroître la capacité du système éducatif à répondre aux exigences de la présente étape et à créer les conditions favorables à la réalisation des objectifs de la réforme éducative. La réunion s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l'Éducation et de la Réforme du système d'enseignement, ainsi que de plusieurs cadres et conseillers des départements ministériels concernés.

Agence

MADAGASCAR

La nationalisation des importations de carburants entre dans sa première phase

La dépendance de Madagascar aux importations pétrolières expose son économie aux chocs extérieurs. La crise énergétique pousse désormais les autorités à revoir l’organisation de l’approvisionnement et la sécurisation des services essentiels.

Madagascar vient de concrétiser la première opération de son nouveau dispositif d’importation publique de carburants. Le 12 août à Toamasina, l’État a réceptionné le Sunda 1, un tanker transportant 67 millions de litres de gasoil destinés exclusivement à la JIRAMA, la compagnie nationale d’eau et d’électricité. Négociée avec le groupe nigérian Sahara, cette cargaison doit couvrir environ six mois des besoins de la compagnie. Elle intervient alors que Madagascar a réactivé, le 17 juillet 2026, son

état d’urgence énergétique face aux tensions sur les approvisionnements pétroliers liées au conflit au Moyen-Orient. L’opération marque la première application concrète de la réforme du secteur aval, adoptée le 1er juillet, qui prévoit la nationalisation des importations de carburants, jusque-là assurées par des opérateurs privés. Le changement intervient dans un pays fortement dépendant des produits pétroliers importés et dont une grande partie de la production électrique repose sur les carburants.

La crise énergétique accélère le changement de modèle

Les pénuries généralisées enregistrées ces derniers mois ont placé la continuité de l’approvisionnement de la JIRAMA au centre des préoccupations. En lui réservant la cargaison du Sunda 1, les autorités cherchent à constituer un stock suffisamment important pour sécuriser le fonctionnement des centrales pendant plusieurs mois. Le président Michaël Randrianirina veut également profiter de cette période pour mieux encadrer la gestion des réserves

et examiner les problèmes de consommation de carburant au sein de la compagnie publique. Les éléments disponibles ne permettent toutefois pas d’établir que les difficultés de gestion de la JIRAMA ont directement motivé la nationalisation. La réforme apparaît plutôt comme une réponse à la vulnérabilité du système d’approvisionnement révélée par la crise. En prenant directement en charge certains achats, l’État cherche à garantir en priorité les volumes nécessaires aux services essentiels, notamment la production d’électricité et la distribution d’eau.

RWANDA

Les recettes d’exportation agricoles atteignent le milliard de dollars en 2025/2026

L’agriculture rwandaise contribue à hauteur de 20 % au PIB et emploie environ 35 % de la population active. Au terme de l’exercice fiscal 2025/2026, le secteur consolide ses performances à l’exportation et se rapproche davantage des objectifs nationaux. Les exportations agricoles ont généré 1,1 milliard de dollars de recettes au terme de l’exercice fiscal 2025/2026, selon une annonce faite le 12 août par le Conseil national de développement des exportations agricoles (NAEB). Cette enveloppe marque une progression d’environ 24 % par

rapport aux 893,16 millions de dollars enregistrés un an plus tôt. Elle constitue un nouveau record pour le secteur, après une année 2024/2025 déjà marquée par une hausse de 6,4 % des recettes d’exportation agricoles. Pour expliquer cette progression, le NAEB met en avant plusieurs facteurs dont le renforcement des infrastructures dédiées aux exportations, l’amélioration des systèmes de traçabilité et de l’assurance qualité ainsi que la mise en conformité avec les normes internationales. L’organisme évoque également la diversification des marchés, le développement de la logistique,

le renforcement des relations avec les acheteurs internationaux et la promotion de produits agricoles d’exportation traditionnels comme le café, à travers l’organisation d’initiatives telles que la Best of Rwanda National Specialty Coffee Competition, destinée à valoriser la qualité du café rwandais. « Le franchissement du seuil du milliard de dollars constitue une réalisation importante pour le secteur des exportations agricoles du Rwanda et reflète l’engagement du pays à transformer le secteur et à renforcer sa position sur les marchés mondiaux », a déclaré Claude Bizimana, di-

recteur général du NAEB. Si, pour l’heure, les statistiques par secteur pour 2025/2026 ne sont pas encore accessibles, on sait que le café, le thé et les produits horticoles ont été les principales sources de recettes en 2024/2025. Plus largement, cette nouvelle performance rapproche le Rwanda de l’objectif fixé dans le cadre de son « 5^e Plan stratégique pour la transformation de l’agriculture » (PSTA 5). Kigali ambitionne en effet de porter les recettes issues des exportations agricoles à plus de 1,5 milliard de dollars d’ici 2028/2029. Avec le niveau atteint en 2025/2026,

le pays doit encore accroître ses recettes d’environ 400 millions de dollars pour atteindre cette cible. Pour y parvenir, le NAEB entend poursuivre la diversification de son offre, développer la valeur ajoutée des produits agricoles et renforcer sa présence sur les marchés internationaux. La progression des recettes d’exportation constitue ainsi l’un des indicateurs de la transformation recherchée par Kigali pour rendre le secteur agricole plus productif et davantage orienté vers les marchés à forte valeur.

Agence

GHANA

Un fonds de 9 millions USD pour renforcer les compétences agricoles d’ici 2028

Au Ghana, le secteur agricole contribue à hauteur de 21 % au PIB et emploie environ 35 % de la population active. Dans le cadre de sa politique de souveraineté alimentaire, Accra souhaite accélérer la modernisation du secteur agricole en investissant aussi dans le renforcement du capital humain. Le gouvernement mise sur le renforcement du capital humain pour accompagner la modernisation de l’agriculture. C’est dans cette optique que le ministère de l’Agriculture a lancé, le 11 août, un fonds agricole qui prévoit de mobiliser 100 millions de cedis ghanéens (≈ 9 millions USD) d’ici 2028 pour financer la formation, la recherche et les équipements des établissements agricoles. Baptisé Ghana Agriculture Fund for Education and Transformation (GAFET), il s’agit d’un mécanisme destiné à mobiliser progressivement des ressources auprès du secteur privé, des partenaires au développement, des

institutions financières et d’autres contributeurs pour atteindre ces objectifs. Dans un communiqué publié sur son site, le ministère de l’Alimentation et de l’Agriculture indique que ce fonds dispose, pour l’heure, de 3,5 millions de cedis déjà mobilisés auprès de cinq entreprises agroalimentaires. Il vise à porter ses ressources à 10 millions de cedis d’ici décembre 2026, puis à 100 millions de cedis d’ici décembre 2028. « Le Fonds devrait notamment financer la modernisation des laboratoires et ateliers, la fourniture de machines agricoles, la création de fermes de démonstration, l’apprentissage numérique, la recherche appliquée et l’innovation, ainsi que les bourses d’études, les stages et les formations en entreprise », souligne le communiqué. Le média local Ghanaian Times rapporte également que le GAFET prévoit d’apporter son soutien à 21 établissements agricoles bénéficiaires.

Un levier pour accompagner la transformation agricole

La mise en place de cette initiative suggère une volonté de compléter les investissements dans la production agricole par un effort ciblé sur les compétences et les institutions de formation. Dans le cadre de son programme phare de souveraineté alimentaire, « Feed Ghana Programme », lancé en 2025, Accra entend accélérer la modernisation du secteur agricole à travers quatre axes d’intervention majeurs : l’augmentation de la production alimentaire, la promotion de pratiques agricoles modernes, le renforcement des infrastructures rurales et le développement de zones agro-industrielles dans toutes les régions du pays. C’est dans ce contexte que des initiatives comme les Farmer Service Centres ont vu le jour. Cette initiative prévoit notamment la mise en place de

50 centres de services agricoles intégrés à travers 50 districts du pays, destinés à fournir aux agriculteurs un accès partagé à des machines agricoles modernes, à un soutien technique pour leur utilisation et aux intrants agricoles, afin d’améliorer la productivité. En juillet dernier, le ministère des Finances révélait d’ailleurs que le gouvernement avait alloué un budget de 581,4 millions de cedis pour la réalisation de ce projet en 2026. Ces investissements soulignent le besoin de disposer de techniciens et de professionnels capables d’exploiter, d’entretenir et de réparer les équipements. Un déficit de compétences pratiques que le GAFET entend notamment contribuer à réduire. L’enjeu est d’autant plus stratégique que d’autres grands axes de développement du secteur agricole, comme l’irrigation, l’aviculture ou encore l’aquaculture, sont également au centre des préoccupations des pouvoirs publics.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit en ordre dispersé

Les Bourses européennes ont terminé en ordre dispersé vendredi et Wall Street est dans le rouge à mi-scéance, l'appétit pour le risque, alimenté par les données de l'inflation américaine jeudi et les résultats d'entreprises solides, ayant été refroidi par le regain de tensions au Moyen-Orient, où les discussions entre les Etats-Unis et l'Iran en vue de rouvrir le détroit d'Ormuz sont au point mort.

À Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 0,16% à 8.636,80 points. Le Footsie britannique a reculé de 0,21% et le Dax allemand a pris 0,51%. L'indice EuroStoxx 50 a perdu 0,07%, le FTSEurofirst 300 0,24% et le Stoxx 600 0,21%. Les événements au Moyen-Orient ont continué à peser sur le moral des investisseurs, le détroit d'Ormuz a semblé être pratiquement à l'arrêt, à la suite de l'attaque de deux nouveaux navires et l'annonce par les États-Unis de leur intention de maintenir indéfiniment un blocus naval contre l'Iran. Les chiffres des ventes au détail de juillet, plus faibles que prévu, ont également attiré l'attention des investisseurs à la recherche d'indications sur la prochaine décision de politique monétaire de la Réserve Fédérale américaine (Fed) en septembre. "Si la Fed relève ses taux lors de sa prochaine réunion, ce ne sera pas une catastrophe (...) Si elle ne modifie pas sa politique, cela signifiera qu'elle est convaincue que les tendances inflationnistes évoluent dans la bonne direction", résume Bob Lang, fondateur et stratège en chef chez Explosive Options. Selon les analystes, la baisse inattendue des ventes au détail aux Etats-Unis s'explique également par le fait qu'Amazon a avancé son événement "Prime Day" de juillet à juin, incitant d'autres détaillants à proposer des promotions concurrentes. Le recul des prix de l'essence a égale-

ment pesé sur le chiffre d'affaires des stations-service. "Cette faiblesse semble principalement liée à un problème de calendrier", résume Tom Simons, économiste en chef pour les États-Unis chez Jefferies à New York, dans une note de recherche. "Si l'on fait abstraction de ce frein, les chiffres ne sont pas aussi mauvais qu'ils le paraissent." À la suite de la publication des ventes au détail, les contrats à terme sur les taux américains n'ont intégré qu'une probabilité de 29% d'une hausse des taux lors de la réunion de politique monétaire du mois prochain, contre 34% jeudi soir.

Valeurs
Les groupes de logiciels européens ont progressé après des informations évoquant un possible rachat de Workday par Silver Lake, SAP, Nemetschek, Temenos et Sage prenant entre 2% et 8% environ. Valneva termine sur un bond de 22% après l'acceptation pour revue par l'agence européenne des médicaments de la demande d'autorisation de mise sur le marché de son candidat vaccin contre la maladie de Lyme développé avec Pfizer.

A Wall Street
A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones perd 0,27%, le Standard & Poor's 500 0,23% et le Nasdaq Composite 0,49%. La croissance économique de la zone euro a rebondi comme prévu de 0,4% au deuxième trimestre 2026, selon la

deuxième estimation du produit intérieur brut (PIB) publiée par Eurostat. En France, l'inflation harmonisée selon les normes européennes (IPCH) a accéléré comme prévu sur un an en juillet, à +2,4%, selon les données définitives publiées par l'Insee. Les ventes au détail aux Etats-Unis ont, contre toute attente, reculé en juillet, selon les données publiées par le département du Commerce. L'enquête mensuelle de l'Université du Michigan a quant à elle montré que le moral des ménages américains s'était dégradé plus que prévu en août.

Changes
Le dollar perd 0,45% face à un panier de devises de référence et l'euro gagne 0,48% à 1,1582 dollar. La livre sterling gagne 0,52% face au dollar et 0,05% face à l'euro.

Taux
Les rendements américains grimpent, après avoir baissé brièvement à la suite de la publication des chiffres des ventes au détail, inférieurs aux prévisions, les tensions persistantes au Moyen-Orient ayant

rapidement pris le dessus. Le rendement des Treasuries à dix ans gagne 4,1 points de base à 4,6822%. Le deux ans gagne 0,8 point de base à 4,1481%. "Si l'on considère le rendement à 10 ans, je dirais qu'il a en quelque sorte fait un aller-retour depuis la publication des ventes au détail", explique Zachary Griffiths, responsable de la stratégie macroéconomique chez CreditSights. "Je pense qu'il subsiste encore beaucoup d'incertitudes concernant la guerre en Iran et ses répercussions sur les cours du pétrole", ajoute-t-il. Le rendement du Bund allemand à dix ans perd 0,2 point de base à 3,1981%. Le deux ans gagne 0,1 point de base à 2,7904%. Les cours de l'or noir sont mitigés mais en passe à enregistrer une hausse hebdomadaire après que les États-Unis ont menacé l'Iran d'un blocus naval à durée indéterminée. Le Brent progresse de 0,76% à 87,73 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 0,41% à 81,58 dollars.

Agence

APRÈS LES INDICATEURS ET SANS SIGNE DE PROGRÈS AU M.-O. Wall Street termine dans le rouge

La Bourse de New York a terminé en baisse vendredi, plombée par Applied Materials, alors que les marchés digéraient des chiffres de ventes au détail plus faibles qu'attendus. L'indice Dow Jones .DJI a cédé 0,20%, ou 107,58 points, à 53.732,41 points. Le Standard & Poor's 500 .SPX, plus large, a perdu -13,23 points, soit -0,17% à 7.785,76 points. Le Nasdaq Composite .IXIC a reculé de son côté de -73,86 points, soit -0,28% à 26.729,164 points. Le groupe de semi-conducteurs Applied Materials AADX.N a chuté de 5,1% avant la cloche, les résultats supérieurs aux prévisions du groupe jeudi n'ayant pas atteint les attentes élevées des investisseurs. Les investisseurs étant nerveux à propos des grosses valorisations du secteur de l'intelligence artificielle qui ont flambé ces dernières années, les fabricants de puces comme Broadcom AVGO.O (-5,9%) et Intel INTC.O (-2%) ont aussi chuté vendredi. Les événements au Moyen-Orient ont continué à peser sur le moral des investisseurs, le dé-

troit d'Ormuz a semblé être pratiquement à l'arrêt, à la suite de l'attaque de deux nouveaux navires et l'annonce par les États-Unis de leur intention de maintenir indéfiniment un blocus naval contre l'Iran. Les données du département du Commerce américain ont révélé vendredi un recul inattendu de 0,6% des ventes au détail en juillet, contre une hausse de 0,2% en juin et +0,1% anticipé par le consensus Reuters. Ces chiffres suivent la publication jeudi de données d'inflation montrant une modération de la croissance des prix, ce qui devrait, aux yeux des investisseurs, inciter la Réserve fédérale américaine (Fed) à maintenir ses taux directeurs à leur niveau actuel lors de sa prochaine réunion, soutenant jeudi les marchés d'actions. Selon les analystes, la baisse inattendue des ventes au détail aux Etats-Unis s'explique également par le fait qu'Amazon a avancé son événement "Prime Day" de juillet à juin, incitant d'autres détaillants à proposer des promotions concurrentes. Le recul des prix de l'essence a également pesé sur le chiffre d'affaires des stations-service.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 13 Août 2026
 Valeur : 17 Août 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.8086132.8236
1	EUR	EURO		153.4072153.4378
1	GBP	POUND STERLING		179.6167179.6613
100	JPY	JAPANESE YEN		83.490783.5053
1	CNY	CHINESE YUAN		19.697219.7012
1	CHF	SWISS FRANC		163.7389163.7978
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.449695.4673
1	DKK	DANISH KRONE		20.518620.5263
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.947113.9513
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.036714.0410
1	AED	UAE DIRHAM		36.160036.1661
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.370435.3781
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.1790432.3685
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.029345.4819
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.278514.2801
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.808620.9151
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.31533.3256
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.4367181.4367

MARCHÉS

Les Bourses en petite baisse, les taux remontent brutalement

Les Bourses mondiales ont clôturé vendredi sur un léger fléchissement, peu emballées par les dernières données économiques et grinçant des dents face à la remontée des coûts d'emprunt sur le marché obligataire. A Wall Street, le Dow Jones a cédé 0,20%, le Nasdaq a reculé de 0,28% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 0,17%. En Europe, le CAC 40 parisien a lâché 0,16% et le FTSE 100 londonien a baissé de 0,21%. Le DAX de Francfort s'est toutefois octroyé

0,53%. Le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a augmenté de 0,4% au deuxième trimestre, selon l'évaluation actualisée publiée par Eurostat. Mais c'est le recul surprise des ventes aux détails aux Etats-Unis qui a surtout retenu l'attention des investisseurs. Au mois de juillet, cet indice a diminué de 0,6% par rapport au mois précédent, au plus bas depuis plus d'un an. Les analystes anticipaient, eux, une progression modeste. Il s'ajoute à une confiance des consommateurs américains en nette

baisse, selon l'enquête préliminaire de l'université du Michigan également publiée vendredi. Ces données - après celles montrant un ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis - ont permis de conforter l'attente d'un statu quo de la Réserve fédérale (Fed) sur ses taux lors de sa prochaine réunion en septembre. Le renchérissement du coût de la dette souveraine a aussi inquiété. Les obligations françaises à dix ans ont affiché un rendement de 4,05%, contre 3,94% la veille, tandis qu'en

Allemagne les taux pour la même échéance sont repassés au-dessus de 3,20%, contre 3,13% la veille. Aux Etats-Unis, le rendement des bons du Trésor à dix ans est passé à 4,69% contre 4,64% jeudi. Les taux avaient pourtant diminué plus tôt dans la semaine grâce à une certaine accalmie des prix de l'énergie et aux chiffres encourageants de l'inflation aux Etats-Unis. Le dollar a reculé de 0,36% face à la monnaie unique européenne à 1,1570 dollar pour un euro, minée

par l'attente d'une Fed moins pressée à l'idée de relever ses taux. Le prix du pétrole est resté très volatil cette semaine, entre espoirs sur les flux pétroliers et menaces américaines contre Téhéran. Vendredi, le baril de Brent a finalement gagné 1,67% à 88,52 dollars. Sur la semaine il s'affiche en progression, avec quelques remous. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, a pris 1,42% à 82,40 dollars.

APS

POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES AMÉRICAINES

Donald Trump impose une taxe de 100% sur les drones étrangers

Donald Trump a annoncé ce jeudi que les drones et les composants liés importés aux États-Unis seraient taxés à hauteur de 100% à partir de septembre. La Chine, notamment via DJI, domine largement le marché pour le moment.

Donald Trump veut faire des États-Unis un pays leader en matière de drones. Pour le moment largement distancées par la Chine, les entreprises américaines vont bénéficier d'un petit coup de pouce: le président a annoncé la taxation prochaine à hauteur de 100% des appareils et composants étrangers importés. Il a justifié cette décision par la protection de la sécurité nationale des États-Unis, alors que les drones peuvent avoir un double usage, à la fois civil et militaire. Une taxe de 100% doit s'appliquer pour les drones dont le poids au décollage dépasse 25 kilogrammes, pour ceux équipés de caméras thermiques, pour les stations d'accueil pour drones et pour certains composants. Un droit de douane de 25% est prévu pour les drones plus petits. Cela signifie que sont "surtout visés les drones industriels et commerciaux" et moins ceux destinés au grand public, souligne auprès de l'AFP Clayton Swope, spécialiste au sein du centre de réflexion américain Center for Strategic and International Studies (CSIS).

Deux tiers du marché contrôlés par la Chine

Le but, selon Donald Trump, est d'"encou-



rager la production" de drones aux États-Unis et de "réduire la dépendance" à des fournisseurs étrangers. L'industrie américaine "n'a souvent pas été compétitive en

CHINE

Le gouvernement prolonge pour cinq ans ses droits antidumping sur les fibres optiques indiennes

La Chine prolongera pour cinq ans ses droits antidumping sur les importations de fibres optiques monomodes en provenance d'Inde, à compter du 14 août 2026, a annoncé jeudi le ministère chinois du Commerce. Cette décision fait suite à un réexamen des mesures antidumping lancé en août 2025, à la demande

de l'industrie nationale chinoise, a indiqué le ministère dans un communiqué. Si les mesures antidumping étaient levées, le dumping de fibres optiques monomodes en provenance d'Inde risquerait de se poursuivre ou de se reproduire, ce qui pourrait causer des dommages continus ou renouvelés à l'industrie nationale chinoise, selon l'enquête

du ministère. Dans le cadre des mesures prolongées, les droits antidumping sur les produits importés varient de 7,4 % à 30,6 %. La Chine a imposé des droits antidumping sur les importations de fibres optiques monomodes en provenance d'Inde en 2014 et a prolongé ces droits de cinq ans additionnels en 2020.

La fibre optique monomode est principalement utilisée dans la transmission haut débit, longue distance et de réseaux d'accès, et est largement utilisée dans les lignes dorsales longue distance, les réseaux métropolitains, la télévision par câble et les réseaux d'accès à fibre optique.

Agence

AUSTRALIE

La banque centrale anticipe un ralentissement de l'inflation plus rapide

La banque centrale d'Australie a averti mardi que les risques inflationnistes restaient orientés à la hausse en raison des tensions au Moyen-Orient, tout en prévoyant que les pressions sur les coûts s'atténueraient un peu plus vite que prévu, sous l'effet du maintien de conditions financières restrictives. Les prévisions actualisées des services économiques de la Réserve fédérale d'Australie (RBA) interviennent alors que les décideurs politiques devraient, selon le consensus, maintenir le taux directeur inchangé à 4,35 % pour la deuxième réunion consécutive, après trois hausses de taux cette année pour juguler l'inflation. La RBA n'a apporté que des modifications mineures à ses projections à l'horizon 2028, tablant sur une croissance économique légèrement plus résiliente

et une inflation un peu plus modérée. Le taux de chômage devrait rester stable autour de 4,4 % avant de grimper à 4,8 %. Dans son rapport trimestriel sur la politique monétaire, publié séparément de la décision du Conseil sur les taux, la RBA a indiqué que la croissance atone de la demande devrait permettre à l'économie de retrouver son équilibre l'année prochaine, le marché du travail s'étant détendu plus que prévu. « Nous estimons que l'économie devrait atteindre son point d'équilibre un peu plus tôt que prévu, ce qui contribuera à réduire les pressions inflationnistes au sein de l'économie. » Le marché immobilier s'est affaibli plus lourdement qu'anticipé, ce qui devrait peser sur la consommation des ménages et les investissements résidentiels. La RBA s'attend à un nouveau ralentisse-

ment du crédit immobilier au cours des prochains mois. Les échanges avec les entreprises ont révélé que ces dernières sont toujours confrontées à une inflation des coûts élevée, tout en notant de plus en plus que la sensibilité des consommateurs aux prix limite la répercussion de ces hausses sur les prix de vente. En conséquence, la RBA prévoit que l'inflation reviendra dans la fourchette cible de 2 % à 3 % au second semestre de l'année prochaine. L'inflation des prix à la consommation, qui a culminé à 3,9 % au deuxième trimestre, devrait ralentir à 3,6 % d'ici la fin de l'année et à 2,6 % d'ici la fin de 2027. L'inflation sous-jacente — mesurée par la moyenne tronquée, un indicateur étroitement surveillé par la RBA — devrait ralentir à 3,3 % d'ici la fin de l'année, contre un pic de 3,6 % au trimestre

dernier. Elle devrait retomber à 2,4 % d'ici la mi-2028. Le marché du travail devrait continuer de se détendre, le taux de chômage étant désormais prévu à un pic de 4,8 % d'ici la mi-2028, contre 4,7 % précédemment. Sous l'effet de l'augmentation des coûts d'emprunt, la croissance économique devrait ralentir pour s'établir à un taux inférieur à la tendance, soit 1,4 % d'ici la fin de l'année. Ce chiffre est légèrement supérieur aux prévisions précédentes en raison de l'essor des investissements des entreprises dans les centres de données et d'une croissance démographique plus rapide. La RBA s'est appuyée sur l'hypothèse technique d'un taux de liquidités (cash rate) moyen compris entre 4,4 et 4,5 % au cours des deux prochaines années, conformément aux attentes du marché. Synthèse R I.

ROYAUME-UNI

La croissance ralentit au 2e trimestre, à 0,4%

Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a ralenti au deuxième trimestre, à 0,4%, selon une première estimation publiée jeudi par l'Office national des statistiques (ONS). Ce chiffre, conforme aux attentes des économistes, met sous pression le nouveau Premier ministre travailliste Andy Burnham, qui a pris ses fonctions le mois dernier en assurant faire passer le pouvoir d'achat "avant tout le reste". L'économie britannique avait progressé de 0,6% au premier trimestre, signe d'une résilience inattendue face à la guerre au Moyen-Orient. Les chiffres de l'ONS jeudi montrent aussi que le PIB a progressé de 0,3% en juin, après être resté stable en mai et une petite baisse en avril. "La croissance a ralenti (...) mais elle est restée relativement solide", a indiqué Liz McKeown, directrice des statistiques économiques de l'ONS, ajoutant que "les services ont de nouveau été le principal moteur" de l'économie. Le pouvoir d'achat des Britanniques a été durement entamé ces dernières années par une inflation qui a culminé à des niveaux inédits depuis des décennies avant de ralentir progressivement. La guerre au Moyen Orient, en faisant s'envoler les prix des hydrocarbures, alimente à nouveau les craintes d'inflation - celle-ci a reculé à 2,6% en juin au Royaume-Uni, mais les économistes estiment que l'accalmie risque de n'être que de courte durée. "Je sais que les gens sont inquiets de l'impact du conflit au Moyen-Orient sur le coût de la vie, qui est trop élevé depuis trop longtemps", a réagi dans un communiqué le ministre des Finances John Healey. Et lorsque les Britanniques font plus attention à leurs dépenses "cela met une pression supplémentaire sur les entreprises britanniques" (et donc sur l'économie), a-t-il ajouté. Dès son entrée en fonction, M. Burnham avait annoncé plusieurs mesures en faveur du pouvoir d'achat : réduction des taxes sur les factures d'énergie, plafonnement du prix des billets de bus, ou encore baisse des taxes professionnelles pour les pubs.

R I

SOIF INSATIABLE EN PUISSANCE DE CALCUL

Pourquoi Anthropic veut dépenser 6 milliards dans cette start-up IA

Anthropic accélère. La société négocie pour mettre la main sur Decart AI, une pépite israélienne de l'optimisation IA, pour environ 6 milliards de dollars. Il s'agirait, tout simplement, de la plus importante acquisition de son histoire.

C'est le très bien renseigné Bloomberg qui a révélé l'information : selon plusieurs sources proches du dossier, les discussions entre les deux parties en seraient encore à un stade précoce, mais le contexte ne laisse place à aucun doute. Anthropic se prépare à une introduction en Bourse potentiellement historique, et cherche très clairement à muscler sa capacité de calcul. Decart peut l'aider à y parvenir.

Une jeune pousse très remarquée

Fondée en 2023 par trois ingénieurs, elle excelle en effet dans un domaine bien précis : elle aide les puces à travailler plus efficacement, que ce soit pour entraîner les modèles d'IA, ou les faire tourner au quotidien. Une expertise qui tombe à pic pour Anthropic, confrontée à des besoins en calcul toujours plus gourmands, ce qui lui a valu quelques pannes très remarquées. Mais ce n'est pas tout, puisque Decart AI développe aussi ses propres modèles. Lucy permet, par exemple, de modifier une vidéo en direct et en haute définition, en faisant apparaître un vêtement ou un sac sur une personne filmée en temps réel. eBay, client investisseur de la jeune pousse l'exploite déjà, tout comme des streamers sur Twitch, TikTok ou YouTube. Oasis, lui, génère des environnements virtuels entiers, utiles pour entraîner les robots ou les voitures autonomes.



De quoi séduire les investisseurs. En mai, Decart a levé 300 millions de dollars, avec la participation, entre autres, de NVIDIA et Adobe. L'entreprise, valorisée à 4 milliards de dollars, aurait aussi attiré les convoitises de SpaceX, qui s'impose aussi comme un géant de l'IA depuis sa fusion avec xAI.

S'armer avant l'entrée en Bourse

En cas d'accord, l'équipe de la start-up rejoindrait directement l'unité « inference and performance » d'Anthropic,

chargée d'optimiser les performances de ses modèles. Une évolution clairement bienvenue, alors que l'adoption de Claude continue de s'envoler. Il est aussi bon de rappeler que le géant de l'IA a récemment annoncé le recrutement d'ingénieurs afin de concevoir ses propres puces, dans l'idée de reprendre la main sur son infrastructure et de ne pas uniquement dépendre de fournisseurs externes. Car lors de son arrivée à Wall Street, sa capacité à répondre à la demande de calcul sera scrutée de très près.

Intel lève finalement 20 Md\$ pour accélérer sa transformation dans l'IA

Pour renforcer ses capacités financières et accélérer sa transformation, notamment dans les semi-conducteurs et l'IA, Intel porte finalement à 20 Md\$ son émission d'actions. Intel muscle son appel au marché. Après avoir annoncé lundi une émission d'actions de 15 Md\$, le groupe américain vient de porter l'opération à 20 Md\$. Les nouvelles actions ont été proposées aux investisseurs au prix de 95\$ par titre. Au total, l'entreprise prévoit d'émettre 210,526 millions d'actions ordinaires. Les banques chargées de l'opération disposent par ailleurs d'une option de 30 jours leur offrant la possibilité d'acquérir jusqu'à 31,579 millions d'actions supplémentaires, au même prix, avant déduction des commissions et frais liés à l'opération. La transaction doit être finalisée ce mercredi 12 août, sous réserve des conditions habituelles de clôture.

Près de 20 Md\$ de liquidités supplémentaires

Intel estime que l'opération lui rapportera environ 19,7 Md\$ nets, en supposant que les banques n'exercent pas leur option de surallocation. Le groupe précise que ces fonds seront consacrés à ses besoins généraux, notamment aux dépenses d'investissement et au besoin en fonds de roulement. Intel ne présente pas cette levée comme le financement d'un projet unique, mais comme un renforcement général de sa capacité financière au moment où le groupe doit financer une transformation industrielle particulièrement coûteuse. Le fabricant américain poursuit en effet le développement de ses capacités de production de semi-conducteurs, notamment dans le cadre de sa stratégie Intel Foundry, tout en investissant dans ses prochaines générations de procédés de fabrication.

Une opération qui intervient en plein boom de l'IA

Cette émission d'actions intervient dans un contexte particulièrement favorable pour l'industrie des semi-conducteurs. Les investissements dans les infrastructures IA atteignent des niveaux records et alimentent la demande pour les capacités de calcul, les puces avancées et les technologies de fabrication associées. Selon un rapport de Goldman Sachs Research, les investissements mondiaux dans l'IA devraient dépasser 1 000 Md\$ en 2026, dont près de 581 Md\$ aux États-Unis. Intel entend profiter de cette dynamique pour accélérer le développement de ses technologies et renforcer sa position sur le marché des semi-conducteurs avancés. Dans son communiqué, le groupe cite notamment l'évolution de la demande pour les produits intégrant des capacités d'IA parmi les facteurs susceptibles d'influencer ses perspectives. Il mise également sur le développement de ses technologies de nouvelle génération, dont son procédé de fabrication Intel 14A.

FACE AU PIRATAGE

Trump veut son équipe de corsaires et légalise les cyberattaques menées par des sociétés privées

Donald Trump a signé un mémorandum qui autorise des entreprises privées américaines à mener des cyberattaques contre des groupes criminels étrangers, sous le contrôle du gouvernement fédéral. La Maison-Blanche a annoncé la création d'un programme fédéral qui permet à des entreprises privées de participer à des opérations informatiques contre des organisations criminelles transnationales. Le texte a été signé après une vague de cyberattaques menées par des hackers iraniens ayant visé des réseaux d'eau potable dans le Minnesota et le Michigan.

Une supervision fédérale pour des opérations encore à définir

Le programme est piloté par le National Coordination Center (NCC), lequel dépend du Homeland Security Task Force. Deux directeurs, l'un nommé par le département de la Justice, l'autre par celui de la Sécurité intérieure, doivent valider chaque opération. Le texte distingue deux types d'actions. D'une part, il y a les



"Cyber Surveillance Operations", lesquelles consistent à s'introduire dans un système informatique sans autorisation pour y récupérer des informations, sans se faire repérer. D'autre part, les "Cyber Effects Operations" vont plus loin. Celles-ci visent à perturber ou neutraliser des systèmes

ou des infrastructures numériques. Évidemment, il y a quand même des limites. Les opérations qui risquent de causer des morts ou des blessés graves, ou qui s'apparentent à un usage de la force au sens du droit international, ne peuvent pas être approuvées par ces deux directeurs.

Pour rejoindre le programme, une entreprise doit passer un contrôle des autorités fédérales, signer un contrat avec l'un des deux départements et déposer une caution d'au moins 1 million de dollars, perdue en cas de manquement. Les cibles de ces opérations sont des groupes

qualifiés de "Cyber-Enabled Transnational Criminal Organizations" (CE-TCO) : des organisations étrangères qui mènent des activités criminelles en ligne contre des intérêts américains, sans dépendre d'un gouvernement.

La Maison-Blanche explique que la cybercriminalité aux États-Unis a causé 20,8 milliards de dollars perdus en 2025. 73% des adultes américains auraient déjà subi une arnaque ou une attaque en ligne. Quelque part, il s'agit donc de constituer une équipe de corsaires chargée d'attaquer des pirates étrangers pour le compte de l'État américain. Sur le plan légal, ce texte modifie la portée du Computer Fraud and Abuse Act (CFAA), la loi qui punit les intrusions informatiques non autorisées, y compris quand elles viennent d'acteurs privés. Reste que beaucoup de détails manquent encore. Les autorités ont 60 jours pour fixer les procédures de vérification et de conduite des opérations, et le texte ne dit rien du sort des employés en cas de poursuites judiciaires dans les pays visés par leurs attaques.

Le pari fou de Ford : ce nouveau SUV à prix cassé va-t-il sauver la marque ?



Après avoir supprimé une grande partie de son catalogue en retirant les berlines, Ford compte bien se rattraper en proposant un nouveau véhicule à moins de 25 000 dollars. Fun fact : c'est un SUV.

Lors d'une réunion privée, mais pas très secrète, à Las Vegas, Ford a dévoilé à des concessionnaires un aperçu de sa prochaine gamme, dont un futur SUV crossover à prix réduit. À partir de 2029, le constructeur américain lancera la production d'un SUV carré qui ressemblerait au premier Ford Escape, sorti au début des années 2000, selon une vidéo des maquettes dévoilées aux concessionnaires. Toutefois, ce design reste provisoire et donne surtout un aperçu du gabarit. On pourrait alors s'attendre à un SUV relativement court, puisque l'Escape mesurait 4,42 mètres de long pour 1,78 mètre de large. Mais pour le moment, rien n'est confirmé, pas même son nom, que Ford aurait refusé de dévoiler.

Pour reconquérir ses parts de marché et sa clientèle, le constructeur américain est prêt à tout. Tout d'abord, pour ce SUV, il mise sur l'hybride. En effet, ce véhicule n'utilisera pas la plateforme Universal EV et ne sera donc pas électrique. Au contraire, il sera proposé en versions essence et hybride. C'est également au niveau du prix que Ford veut frapper fort, puisque le SUV sera commercialisé à moins de 25 000 dollars. C'est la promesse que le constructeur américain veut tenir.

L'avenir de Ford tout tracé

Jusqu'en 2030, Ford a déjà tout planifié. Cinq nouveaux modèles doivent être lancés d'ici la fin de la décennie. On parle notamment du pick-up électrique F-150, attendu en 2027 autour de 28 000 dollars, de la Ford Mustang quatre portes avec un V8 hybride en 2029, sous la barre des 40 000 dollars, ainsi que du SUV crossover hybride ou essence à moins de 25 000 dollars. Des prix particulièrement accessibles pour ces modèles, puisque le prix moyen d'une voiture neuve aux États-Unis aurait atteint, voire dépassé, le seuil des 50 000 dollars, selon le magazine autotrends.

Tesla gagne son bras de fer avec les syndicats suédois, mais à quel prix ?

Après presque trois ans d'un conflit social sans précédent en Suède, le syndicat IF Metall va mettre fin à sa grève contre Tesla. Le constructeur américain n'aura finalement jamais signé la convention collective réclamée depuis octobre 2023. Une victoire pour Tesla sur le fond, mais obtenue après un bras de fer qui a mobilisé une partie du pays et se termine, selon le syndicat, par le départ indemnisé d'environ 80 salariés.

Le 27 octobre 2023, des mécaniciens travaillant dans dix ateliers Tesla en Suède se mettaient en grève. Leur syndicat, IF Metall, réclamait alors au constructeur américain la signature d'une convention collective encadrant notamment les salaires et les conditions de travail. Presque trois ans plus tard, le conflit va prendre fin le 19 août 2026. Et sur le principal motif qui l'avait déclenché, Tesla n'a pas cédé.

Aucune convention collective n'a finalement été signée. Une situation très inhabituelle en Suède où ces accords négociés entre syndicats et employeurs constituent l'un des piliers du modèle social. Près de 90 % des salariés du pays sont couverts par une convention collective. IF Metall espérait donc non seulement obtenir un accord pour les salariés concernés, mais aussi éviter que Tesla ne crée une exception durable à ce fonctionnement.

Mais l'issue est toute autre, la grève s'arrête sans accord. Tesla peut donc revendiquer une victoire sur le fond, même si les presque trois années écoulées racontent un bras de fer nettement moins déséquilibré que son issue pourrait le laisser penser.

Quand une partie de la Suède tentait de faire plier Tesla

Car le conflit avait rapidement dépassé les seuls ateliers du constructeur. Dès la fin de l'année 2023, plusieurs syndicats avaient rejoint le mouvement par solidarité. Des dockers avaient notamment refusé de décharger des Tesla dans les ports suédois, tandis que des employés du secteur postal ne distribuaient plus certains courriers destinés au constructeur.

La situation avait pris une tournure assez étonnante avec les plaques d'immatricula-



tion des Tesla neuves, alors acheminées par courrier. Privé de leur livraison normale, le constructeur avait même saisi la justice suédoise afin d'obliger l'administration à trouver une solution. Au fil des mois, le mouvement s'est étendu à des ateliers indépendants entretenant des Tesla et à près d'une douzaine de syndicats, avec des actions de solidarité jusque dans d'autres pays nordiques.

Cette mobilisation n'a pourtant pas suffi. En septembre 2025, après presque deux ans de conflit, le Bureau national de médiation suédois avait déjà mis un terme à ses tentatives de rapprocher les deux parties, faute de compromis. Tesla continuait de refuser la convention collective, sa filiale suédoise affirmant de son côté proposer à ses salariés des conditions équivalentes ou meilleures que celles prévues par ces accords.

Tesla aurait préféré faire partir les grévistes plutôt que céder

Reste à comprendre comment une grève aussi longue peut s'arrêter sans que l'une de ses revendications centrales soit satisfaite. La réponse avancée par IF Metall est pour le moins étonnante : selon le syndicat, Tesla aurait indemnisé environ 80 salariés grévistes afin qu'ils quittent l'entreprise.

Sans salariés Tesla encore engagés dans le mouvement, la grève aurait tout simplement perdu sa raison d'être.

Cette version émane toutefois du syndicat et Tesla n'a pas, à ce stade, détaillé publiquement les conditions de ces départs. IF Metall accuse également l'entreprise d'avoir eu recours de manière systématique à des briseurs de grève, évoquant des pratiques qu'il juge sans précédent sur le marché du travail suédois. Des accusations qui contrastent avec la position défendue par Tesla depuis le début : le constructeur estime ne pas avoir besoin d'une convention collective pour proposer de bonnes conditions de travail à ses salariés.

Tesla sort donc vainqueur du bras de fer sur le point qui comptait le plus : presque trois ans de mobilisation n'auront pas réussi à lui faire signer une convention collective. Difficile pour autant de parler de victoire écrasante. Il aura fallu résister à une mobilisation syndicale exceptionnelle, à des perturbations jusque dans les ports et les services postaux et, selon IF Metall, indemniser le départ d'environ 80 grévistes. Plus qu'un simple conflit social dans quelques ateliers automobiles, cet épisode aura surtout montré jusqu'où Tesla était prête à aller pour ne pas adapter son modèle au système suédois.

QUAND UNE QUALITÉ SE TRANSFORME EN DÉFAUT Tesla rappelle 20 000 voitures qui éclairent trop

Tesla va devoir rappeler plus de 20 000 exemplaires de Model 3 et Model Y aux États-Unis.

Toutes souffrent d'une défaillance qui, au premier abord, n'en est pas forcément une. Leurs feux de croisement seraient trop puissants et dépasseraient les niveaux maximum autorisés dans le pays. Ils risquent ainsi d'éblouir les autres automobilistes et la marque américaine va devoir faire revenir ses véhicules en concession sous la contrainte de l'autorité fédérale. Sauf qu'elle n'a pas encore de solution à proposer pour réduire l'éclairage de ses voitures.

Les phares LED divisent : il y a ceux qui saluent leur efficacité et ceux qui maudissent l'éblouissement qu'ils génèrent en les croisant sur les routes. Aux États-Unis, la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) a choisi son camp. Cette administration contraint Tesla à rappeler 20 349 Model 3 et Model Y. Les feux de croisement des voitures concernées par cette campagne sont accusés de trop éclairer. Pour être plus précis, leur puissance dépasserait la limite autorisée par la norme



fédérale. En octobre 2025, le constructeur avait déjà été confronté à une situation similaire sur son Cybertruck, ce qui avait conduit à une mise à jour à distance pour réduire l'intensité lumineuse. Aujourd'hui, la marque va devoir agir différemment.

Un problème isolé qui témoigne d'une controverse de plus grande ampleur

Les autorités américaines estiment cependant que les autres usagers de la route peuvent être éblouis par ces phares défectueux de manière indi-

recte, par exemple via de l'eau, de la neige ou d'autres particules qui flottent dans l'air. C'est cet argument qui pousse la NHTSA à contraindre Tesla à rappeler les véhicules concernés. Sauf que, pour le moment, le constructeur ne semble pas vraiment avoir de solution à proposer. Contrairement au Cybertruck, le problème ne paraît pas pouvoir être résolu avec une simple mise à jour. Les phares devront donc être remplacés ou occultés. Voilà qui pourrait s'avérer assez onéreux compte tenu du prix toujours plus prohibitif des

optiques actuelles. L'expansion massive des LED a eu d'autres effets pervers. Ces dernières années, de nombreux automobilistes accusent ces phares à diodes d'être éblouissants, et pas seulement chez Tesla. Leur couleur froide, associée à leur forte intensité, a tendance à créer une gêne visuelle chez certains. Ajoutez à cela le positionnement haut des optiques sur de nombreux SUV et vous obtenez le combo gagnant pour aveugler les conducteurs arrivant en sens inverse, en particulier s'ils sont au volant de voitures plus basses. Les phares pas toujours bien réglés en fonction de la charge du véhicule et les ampoules adaptables utilisées en remplacement des halogènes viennent terminer d'abîmer des yeux déjà en souffrance. Plusieurs études récentes interrogeant des automobilistes font remonter les mêmes reproches : les feux des voitures modernes sont trop violents. Au Royaume-Uni, on commence même à durcir la législation pour réguler ces phares devenus si efficaces qu'ils en sont dangereux pour les autres usagers.

Mots fléchés

LA GAUCHE DU MARIN TYPE DE BATEAU		SITUÉ AU BORD DE LA MER DÉBILE		DÉRIVEUR DE COURSE NOTE		FAIT L'AFFAIRE COURSE EN MER		INVALIDITÉ					
BOUÉE EN MER CAP MYTHIQUE							DANS LE VENT						
				PAREIL									
BRAME FEMME D'ÉGLISE				COULOIR À BATEAUX EXTRÉMISTE									
		OR AU LABO TYPE DE BATEAU			SÉLECTION MONNAIE BULGARE				FRUIT EXOTIQUE ÉBERLUÉE	TENDRE LA VOILE GRAND-VOILE RACCOURCIE	PRÉFIXE DE NOUVEAUTÉ		
INTERROMPU	DISTANCE NAUTIQUE AU DÉPART DES SABLES D'OLONNE						POUR FIXER LE SPI PRÉNOM MASCULIN						
						DÉPART DE LA ROUTE DU CAFÉ CAP AU 112							
SORTIE DE SES GONDS CAP AU 337								ARTICLE DISPARU EN MER EN 1978		PREMIÈRE NOTE			
			PÉRIODE		PHILOSOPHE GREC NABOT							MÂTS ET CORDAGES	
LUTTE ANTI- AÉRIENNE TRÈS INÉGAL				VOILE D'AVANT CONIFÈRE						POLICE SECRÈTE PARTIE DU BATEAU			
						CELLE DU RHUM PASSE À SAINT-MALO	ARTICLE HOMME D'ÉGLISE		VAINQUEUR DE LA 1ÈRE ROUTE DU RHUM		ACTIONNÉ		
DÉBUT D'ÉQUATION GOUFFRE NATUREL			OBLIGEA ÉPLUCHA						PARTIE DU MÂT BONNE MENTION				
				VECTEUR DE LA DENGUE PASSE SOUS SILENCE									
AMATEUR DE LIVRES JEU DE PIONS								MEMBRE DE LA FAMILLE POLITESSE ABRÉGÉE			PETIT PARASITE		
		FLEUVE CÔTIER FOOT À MARSEILLE			POSSESSIF PETIT CUBE				BOLET DEUX À ROME				
VOITURE DE COURSE CASSE SON MÂT							VIRUS DU SIDA			VAGUE SUJET			
						VOILE D'AVANT				OBJECTIF			

El Mawlid Ennabaoui echarif sera célébré le mardi 12 rabie al awal 1448 de l'Hégire, correspondant au 25 aout 2026, a annoncé jeudi le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs dans un communiqué. "Le Mawlid Ennabaoui sera célébré le mardi 12 rabie al awal 1448 de l'Hégire correspondant au 25 août 2026", précise le ministère dans son communiqué.



MDN

Arrestation de 3 individus et saisie de plus de 31 kg de cocaïne à Tamenghasset

Des détachements combinés de l'Armée Nationale Populaire relevant du Secteur militaire de Tamenghasset en 6e Région Militaire, ont procédé vendredi à l'arrestation, de trois (03) individus et à la saisie d'une quantité importante de drogues dures (cocaïne) s'élevant à 31 kilogrammes, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "En exécution des instructions du Haut Commandement de l'Armée Nationale Populaire, relatives à l'intensification de la vigilance et des missions de surveillance le long des frontières, et dans la dynamique des efforts de lutte contre les barons de la contrebande et les narcotrafiants, et suite à l'exploitation optimale des informations, des détachements combinés de l'Armée Nationale Populaire relevant du Secteur militaire de Tamenghasset en 6e Région Militaire, ont procédé à l'arrestation, hier, 14 août 2026, de trois (03) individus et à la saisie d'une quantité importante de drogues dures (cocaïne) s'élevant à 31 kilogrammes, dissimulés minutieusement à l'intérieure d'un véhicule touristique transporté à bord d'un camion semi-remorque", précise la même source. "Cette opération qualitative, réaffirme une fois de plus la mobilisation des unités de l'Armée Nationale Populaire, à travers toutes ses composantes, afin de faire face aux tentatives visant à porter atteinte à la quiétude et à la sécurité du citoyen et à inonder notre pays de ces substances toxiques", conclut le communiqué.

APS

RAPATRIEMENT DES RECETTES D'EXPORTATION

De nouvelles règles fixées par la Banque d'Algérie

Par Réda Hadi

La réglementation algérienne des changes connaît une évolution majeure avec l'entrée en vigueur, en juillet 2026, de deux nouveaux textes visant à renforcer l'encadrement des exportations hors hydrocarbures et le suivi des flux de capitaux avec l'étranger. À travers ce nouveau dispositif, la Banque d'Algérie entend offrir davantage de flexibilité aux opérateurs tout en veillant à assurer le rapatriement effectif des recettes d'exportation en devises vers le système financier national. Le principal texte est le règlement n° 26-02 du 23 juillet 2026, modifiant et complétant le règlement n° 07-01 relatif aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises. Il autorise les entreprises algériennes à conclure des contrats d'exportation au comptant ou à crédit, offrant ainsi une marge de flexibilité adaptée aux pratiques du commerce international. Cette possibilité reste toutefois soumise à des règles précises concernant les délais de règlement et le rapatriement des recettes. Le délai de référence est fixé à 120 jours au maximum. Pour les exportations de marchandises, ce délai court à compter de la date d'expédition, tandis que pour les prestations de services, il commence à partir de la réalisation de la prestation. Cette règle vise à éviter que les recettes générées par les exportations restent durablement à l'étranger et permet aux banques comme aux autorités de disposer d'une échéance claire pour le suivi des opérations. Le règlement prévoit néanmoins une souplesse supplémentaire. Lorsque les conditions commerciales l'exigent, le délai peut

être porté à 180 jours, soit six mois, à condition que l'opération soit couverte par une assurance-crédit à l'exportation souscrite auprès de l'organisme national habilité. Cette disposition permet aux entreprises de proposer des conditions de paiement plus compétitives à leurs partenaires étrangers, tout en limitant leur exposition au risque d'impayé. Autre exigence importante : le délai de paiement accordé au client non résident doit être expressément mentionné dans le contrat commercial. Cette obligation renforce la transparence des transactions et facilite le travail des établissements bancaires chargés de suivre les opérations. Contrats, factures, documents d'expédition, justificatifs de paiement et mouvements bancaires doivent ainsi permettre de reconstituer le parcours financier de chaque opération d'exportation. Le texte apporte également une précision déterminante sur le moment du rapatriement. Dès que le client étranger règle sa dette, la recette doit être rapatriée le jour même. Les délais de 120 ou 180 jours correspondent donc au délai accordé pour parvenir au paiement de la créance et non à une période supplémentaire permettant à l'exportateur de conserver les fonds à l'étranger après leur encaissement. Cette nouvelle architecture réglementaire intervient dans un contexte où l'Algérie cherche à accélérer la diversification de ses exportations. Produits industriels, agricoles et agroalimentaires, matériaux de construction, produits pharmaceutiques, services numériques, ingénierie ou encore certaines productions minières sont appe-

lés à contribuer davantage aux recettes extérieures. Dans ce contexte, l'augmentation des exportations ne peut être dissociée de la capacité à mobiliser et à rapatrier effectivement les revenus générés par ces activités. Le deuxième texte, l'arrêté du 26 juillet 2026, complète ce dispositif sur le volet du contrôle. Il porte nomination des agents de la Banque d'Algérie habilités à constater les infractions à la législation et à la réglementation relatives aux changes et aux mouvements de capitaux de et vers l'étranger. La liste des agents concernés figure en annexe du texte, conformément au cadre juridique applicable. Cette habilitation renforce ainsi les moyens institutionnels de surveillance des flux financiers internationaux. Elle s'inscrit dans un dispositif plus large de prévention des opérations irrégulières et de renforcement de la transparence financière, en lien notamment avec les règles relatives à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération. Les banques occupent, dans ce nouveau système, une position centrale. Elles doivent assurer le traitement des paiements internationaux, suivre les échéances prévues dans les contrats et contribuer au respect des obligations de rapatriement. Pour les entreprises exportatrices, cette évolution implique une gestion plus rigoureuse des créances, des délais de paiement et des garanties. Le recours à l'assurance-crédit devient notamment indispensable lorsque le règlement dépasse 120 jours.

ALGÉRIE-OMS

Signature du programme budgétaire de coopération pour la période 2026-2027

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a signé jeudi au siège du ministère, avec le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, Phanuel Habimana, le programme budgétaire de coopération entre l'Algérie et l'agence onusienne pour la période 2026-2027, indique un communiqué du ministère. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence d'un représentant

du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, ainsi que de cadres du ministère de la Santé, précise la même source. La signature de ce programme intervient dans le cadre de "la concrétisation de la volonté commune de l'Algérie et de l'OMS de poursuivre la consécration du partenariat existant entre les deux parties et de renforcer la coopération dans le domaine de la

santé, en vue de soutenir les efforts de développement du système national de santé et de répondre aux priorités sanitaires nationales". Le programme porte sur "un ensemble de priorités et d'axes stratégiques, notamment le renforcement des systèmes de santé, le soutien à la couverture sanitaire totale, la prévention et la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, ainsi que le renforcement des capaci-

tés en matière de préparation et de riposte aux urgences sanitaires", précise le communiqué du ministère. Ce programme constitue également "un cadre de coopération technique et d'échange d'expertises et de connaissances, permettant de tirer profit des expériences et des bonnes pratiques, afin de contribuer aux efforts nationaux visant à améliorer la qualité des services de santé et à promouvoir le niveau des soins et de la prise en

charge sanitaire". La signature de ce programme traduit "l'attachement de l'Algérie et de l'OMS à poursuivre l'action commune et à consolider les liens de coopération, au service des priorités nationales dans le domaine de la santé, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs communs et au renforcement du processus de développement sanitaire durable", ajoute la même source.

APS

AFRIQUE DE L'EST

Plus de 40 millions de personnes souffrent d'une insécurité alimentaire aiguë

L'Afrique de l'Est fait face à une crise humanitaire majeure avec plus de 40 millions souffrant d'insécurité alimentaire aiguë, a déclaré le bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires, OCHA, dans un rapport publié vendredi soir. "Au total, 40,4 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, notamment au Soudan du Sud, au Soudan et en Somalie, tandis que les niveaux de malnutrition aiguë restent alarmants, touchant 8,3 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois", a

rapporté le bureau onusien pour la coordination des affaires humanitaires. Selon le bureau onusien, la situation est aggravée par "une charge importante d'épidémies en 2026, notamment le choléra, avec plus de 12 000 cas recensés au Soudan du Sud depuis le début de l'année". "Alors que des cas d'Ebola continuent d'être signalés en RDC, les pays voisins dont l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud renforcent leurs mesures de préparation, cela exerce une

pression supplémentaire sur des ressources limitées et risque de restreindre les fonds disponibles pour répondre à de nouveaux chocs", rapporte OCHA. Le rapport précise que la situation est aggravée par "la conjugaison de plusieurs facteurs de pression, notamment les niveaux déjà élevés de déplacements, d'insécurité alimentaire aiguë et de malnutrition, auxquels s'ajoutent de sévères contraintes de financement, les répercussions de la crise au Moyen-Orient et la récente épidémie d'Ebola en République

démocratique du Congo (RDC), qui fait peser des risques accrus sur les pays voisins, aggrave la vulnérabilité existante". Selon l'Organisation météorologique mondiale, OMM, l'Afrique de l'Est est aussi menacée par un épisode majeur du phénomène climatique El Nino qui risque d'entraîner des précipitations excessives, des inondations dévastatrices et d'aggraver l'insécurité alimentaire dans une région déjà très vulnérable.

APS